

Le Courrier du Mémorial



Bulletin de liaison des Amis du Mémorial de l'Alsace-Moselle

N° 28 / Novembre 2016

SOMMAIRE

- 1 Éditorial
- 2-3 Les rendez-vous de l'AMAM
- 4-5 Colloque international à Tambov
- 6-7 La page du Mémorial
- 8-9 Quand le cinéma annonce la teneur idéologique du nouveau régime nazi
- 10-11 Faire connaître la Résistance des Alsaciens en DVD-Rom
- 12-15 DOSSIER : La Rencontre des Mémoires 2017
- 16-17 Andrée Gadat, résistante
- 18-19 Alfred Duval, réfractaire à la germanisation
- 20-21 Scoutisme laïque et résistance
- 22-23 À lire, à visiter à voir
- 24 Morceaux choisis d'Edmond Fischer
- I-IV Fiche pédagogique : Étude d'un journal de la Résistance

"Nous n'irons plus au bois..." Demain nos mémoires ?

« **N**ous n'irons plus au bois, les lauriers sont coupés », disait la brunette du XVIII^e siècle devenue la ronde enfantine qui égayait jadis les cours de récréation. L'air était bien connu. Il ne l'est plus. Mais nous parions qu'il est d'actualité.

Quels bois désertés, quels lauriers coupés restent dans nos mémoires ? Que peuvent-ils signaler, dans une société gorgée d'héritages mais qui désapprend leur transmission ? Dans un pays dont le capital symbolique s'amenuise malgré la profusion des commémorations et des médiations, malgré l'élan des politiques de la mémoire dans les régions ?

Hier on répondait en chantant « du passé faisons table rase », en exaltant le folklore ou, depuis 1980, en mettant à l'affiche le patrimoine « hier pour demain ». Aujourd'hui, le doute s'affiche, la nostalgie aussi. On invoque les communautés, les valeurs ou l'identité à tous les étages. On promeut les victimes du passé plus que les porteurs de mémoire. Et chaque conscience individuelle, avec ou sans réseaux sociaux, peut entrer en dissidence mémorielle et collective.

Nous n'entendons pas donner ici une réponse emphatique ou partisane à ces interrogations lancinantes qui mettent en jeu, et même en cause, le devenir de nos mémoires. Nous ne cherchons pas l'exhaustivité. Nous refusons toute histoire immobile. Nous avons, au contraire, choisi de privilégier quelques points du « travail de mémoire » (Paul Ricœur) utilement établis par les sciences sociales, en agencant deux journées d'étude qui tentent de cerner, exemples à l'appui, notre rapport de mémoire et d'histoire à un passé moins nourricier, à un présent envahissant et à un avenir peu manifeste.

Après « Nos embarras de mémoire » en 2007, « Violences et religions » en 2010, « Se réconcilier avec le passé » en 2012 et « La frontière » en 2014, il s'agit en 2017 de rappeler la vivacité et d'envisager l'avenir de nos mémoires particulières et de notre mémoire collective en entendant mais en dépassant « Nous n'irons plus au bois ». Nous rencontrerons des universitaires, historiens, sociologues, anthropologues, politologues ou géographes, mais aussi des professeurs, des associatifs, des élus, des lycéens, des « chercheurs et des curieux » qui constituent le public fidèle de nos Rencontres.

La première journée ratisse quelques lauriers coupés, triés parmi ceux qui entérinent la dislocation du vieux socle rural et des mémoires accrochées à la glèbe, à l'économie dite « préindustrielle », à la puissance étatique et à la foi religieuse.

La deuxième tente de dégager quelques éléments de la nouvelle « Grande Transformation » (Karl Polanyi) en cours et s'interroge sur le rapport complexe que nous vivons désormais entre des territoires à préserver et un monde globalisé, entre ce qui demeure et ce qui advient. D'hier à demain : quelles évolutions et quelles rencontres pour nos mémoires ? ■

Jean-Pierre Rioux

Rencontre
des Mémoires



À ne pas manquer : la 5^{ème} Rencontre des Mémoires.
11, 12 et 13 janvier 2017 à la Maison de la Région,
1 place Adrien Zeller 67 000 Strasbourg
Modalités d'inscription page 12.

Les rendez-vous de l'AMAM

22 avril 2016 : Café d'histoire

Quand un historien portugais s'intéresse aux Malgré-Nous



Photo : J-P Gully

Au Café Michel : le professeur portugais Pedro Cantinho Pereira et le Malgré-Nous Paul Freundlich

Paul Freundlich (aujourd'hui âgé de 93 ans mais néanmoins présent au café d'histoire) avait écrit ses souvenirs de Malgré-Nous au verso des pages d'un calendrier de la Banque Populaire de Wangenbourg-Engenthal. Sa rencontre fortuite avec un historien portugais Pedro Cantinho Pereira en a fait un livre : *Un Malgré-Nous dans l'engrenage nazi* (L'Harmattan, 2016). Venu spécialement de Lisbonne, Cantinho Pereira se passionne pour le sujet qu'il a intitulé « devoir de mémoire et catharsis » ; il reprend les notes de l'Alsacien et les éclaire des commentaires d'un Portugais qui, dans sa jeunesse, a aussi vécu sous un régime totalitaire.

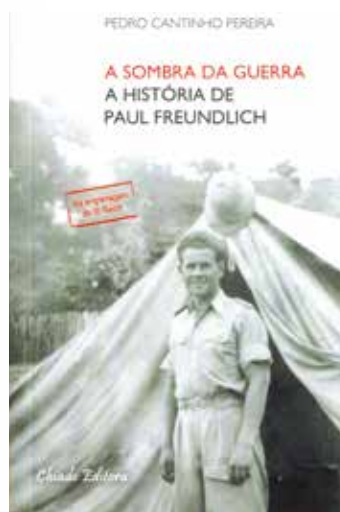
Il retrace la guerre de son héros : l'évacuation en 1939, le retour en 1940 au pays annexé de fait, le service du travail obligatoire du Reich, puis l'incorporation de force en 1943.

Le jeune imprimeur alsacien fait ses classes entre Prague et Weimar, est envoyé au combat dans les Balkans puis en Hongrie, se replie en Autriche en 1945 où il se rend aux Américains.

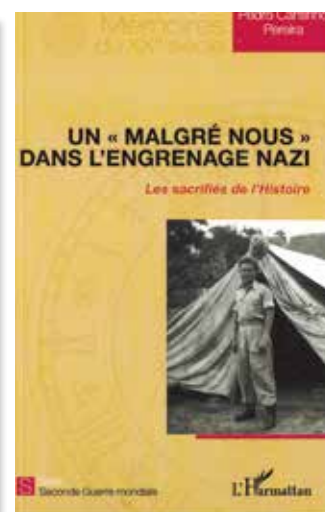
Le narrateur est très impressionné par ce parcours, car en racontant l'histoire véridique de Paul, il revient sur son propre passé et médite sur la destinée des hommes.

Lui-même aurait dû faire la guerre, malgré lui, en Angola et au Mozambique si la Révolution des œillets le 25 avril 1975 n'avait enclenché la décolonisation dans l'Empire portugais.

Marcel Spisser



La version portugaise...



... et sa traduction française

Pedro Cantinho Pereira, né à Lisbonne en 1955, docteur en histoire de l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne) a vécu à Paris entre 1975 et 1993. Depuis, il réside en Algarve (Portugal) où il est professeur d'université.

Dimanche 16 octobre 2016 : Forum des Voix étouffées



Pour la deuxième année consécutive, Amaury du Closel a choisi le Mémorial de l'Alsace-Moselle pour présenter le concert des Voix étouffées.

La thématique "Swing verboten" vise à réhabiliter une musique réputée par les nazis comme dégénérée. Ce festival s'adresse, affirme Amaury du Closel, « à un public sensible aux questions de la mémoire tout comme aux amateurs de musique. En quelque sorte, les compositeurs dont on a interdit les œuvres subissent une double peine. Le grand public craint parfois que leur musique soit marquée, tragique. Or ce n'est pas le cas. D'où l'idée, cette année, de proposer un thème comme le jazz et le swing, un genre évoquant d'emblée une certaine joie de vivre ».

Dans une Allemagne traumatisée par la première guerre mondiale, le jazz s'était imposé en catharsis et avait inspiré de nombreux compositeurs en leur donnant l'opportunité d'un renouvellement du langage musical. Mais le « jazz noir américain », très en vogue en Allemagne et rapidement adopté par des mouvements d'avant-garde, suscite des réactions racistes de la part des nazis qui réussissent à l'interdire dès 1930 en Thuringe et à partir de 1933 dans toute l'Allemagne. Les établissements publics doivent marquer sur leurs murs « Swing tanzen verboten » (par Swing on entendait aussi le jazz et toute la musique d'origine noire, y compris le tango). Mis à l'index par les pouvoirs, les compositeurs n'eurent d'autre choix que l'exil ou le camp de concentration à l'image du tchèque Erwin Schulhoff qui, accusé d'être communiste, juif et homosexuel, mourut en déportation.

Ce concert fut un grand moment pour le Mémorial et une confirmation pour Amaury du Closel qui a su apporter fraîcheur et force expressive à ces musiciens si injustement oubliés... avant une tournée qui le mènera à Vienne, Berlin, Budapest, Vendôme, Paris et ... Strasbourg bien sûr.

Marcel Spisser

Voir aussi Courrier du Mémorial n°20 novembre 2012

Damaris Muhlbach *Musique et totalitarisme en Allemagne nazie 1933-1945*



Amaury du Closel, le chef d'orchestre.



Les trois artistes, de gauche à droite, Virginie Dejos (piano), Erminie Blondel (chant), Jean-Pierre Baraglioli (saxophone).

Photo : J.-P. Gully

Colloque International à Tambov, 26-28 août 2016

Un large panel d'historiens réunis dans la ville connue pour son « camp des Français »

Suite à la conférence essentiellement luxembourgo-russe qui fut organisée le 7 mai 2015 à Walferdange, au Grand-Duché du Luxembourg, l'université de Tambov avait invité cette année une trentaine d'historiens russes et étrangers à un colloque sur « l'histoire sociale de la Seconde Guerre mondiale ».

La France a été particulièrement représentée avec Marcel Spisser, président de l'AMAM, Claude Mitschi, fille de Malgré-Nous, la française Florence Fröhlig, docteure en sociologie à l'université de Stockholm et Régis Baty, auteur d'une thèse sur les prisonniers de guerre français en URSS entre 1940 et 1945, déjà présent à la conférence de Walferdange.

La majorité des intervenants étrangers étant francophones, n'en déplaise à ceux qui affirment que seule la langue anglaise est admissible dans les rencontres internationales, la langue de Molière a été particulièrement mise à l'honneur puisque toutes les interventions en français des Français, du Luxembourgeois Jean-Claude Muller, Premier Conseiller auprès du Gouvernement du Grand-Duché et de Carlo Lejeune, directeur du centre culturel de la communauté germanophone de Belgique ont été traduites en russe et que le français fut la seule langue utilisée pour les traductions lors des visites officielles proposées par les organisateurs russes, dans des musées et lors des séances plénières.

Parmi les historiens étrangers, notons la participation de l'Allemagne (R. Nachtigal de l'université de Freiburg et D. Beyrau de Tübingen), d'Israël (Kiril Feferman avec une conférence très remarquée sur Staline et les musulmans soviétiques), de la Hongrie (Tamás Stark), de la Suède (Florence Fröhlig) de l'Italie (avec une très intéressante contribution de Maria-Thérèse Giusti sur le contexte italien du retour des prisonniers de guerre d'URSS) et de l'Autriche (M. Bacher représentant l'institut Karner de Graz).

Parmi les collègues russes, citons l'organisateur principal, Youri Mizis, professeur d'histoire à l'université de Tambov, la spécialiste des statistiques russes Jiromskaya de Moscou (avec un exposé très remarqué sur les conséquences de la Seconde Guerre mondiale en ce qui concerne le développement physique, psychologique et social des enfants nés entre 1935-1945), le spécialiste du front germano-russe Vladimir Roschoupkine, les professeurs Diattchov, Kanischev, Petrova, Muravieva, Krotova, Mironov, Moiseev (archéologue) Scherbinine, et de bien d'autres historiens russes d'Arkhangelsk, de Tscherepovets, de Magnitogorsk ou encore de l'Oural, dont nous n'avons pas pu entendre toutes les contributions, puisque la plupart des intervenants étrangers se trouvaient dans une autre salle.

Signalons enfin que les conférences présentées lors de ce colloque seront publiées en Russie début 2017, en langue russe, avec un résumé en russe pour les deux autres langues autorisées dans cet ouvrage que seront le français et l'anglais.

Nous remercions également les traductrices Irina et Daroussia pour leurs traductions du russe vers le français et inversement.

Vers une coopération renforcée entre la France, le Grand Duché du Luxembourg, la Belgique et la Russie ?

Dans le prolongement du colloque luxembourgo-russe qui s'est tenu à Walferdange (Luxembourg) le 7 mai 2015, des contacts amicaux se sont établis entre l'historien luxembourgeois Marc Trossen et Régis Baty, membre du Groupe de Vigiles qui a été créé en 2014 à la demande des Anciens de Tambov, soucieux de transmettre à des historiens de confiance la noble tâche de les représenter lorsqu'ils ne seront plus là.

La parution en Russie, à l'automne 2015, pour la toute première fois en langue russe, du récit d'un Malgré-Nous, Charles Mitschi, ex-aspirant français incorporé de force, musicien et ami d'Albert Schweitzer,



À gauche Claude, la fille de Charles Mitschi Malgré-Nous survivant de Tambov, présente le livre de son père : Tambov, chronique de captivité.

À droite Louba Shenderova, traductrice, présente la version russe qui vient de paraître.

a fourni à un groupe d'amis franco-russo-luxembourgeois vivant en Alsace et au Luxembourg l'idée d'un projet commun.

Après avoir rassemblé une somme modeste auprès d'associations d'anciens incorporés de force franco-luxembourgeois, en association avec le professeur Mizis de l'université de Tambov, a été organisée la remise à des bibliothèques universitaires de plusieurs villes russes (Krasnogorsk, Magnitogorsk, Moscou, St-Petersbourg, Oulianovsk, Belgorod, Tscherepovets) et à une vingtaine de bibliothèques de la région de Tambov d'un exemplaire du récit autobiographique du Malgré-Nous Charles Mitschi.

Liouba Schenderova, épouse d'un mathématicien russe vivant à Strasbourg et son amie et collègue la mathématicienne Claude Mitschi, fille de l'auteur ont par ailleurs parlé de Charles Mitschi devant un public d'historiens à Tambov.

La préparation de cette conférence internationale d'historiens de la Seconde Guerre mondiale qui s'est tenue à Tambov fin août 2016 a par ailleurs fourni l'occasion à M. Jean-Claude Muller, premier Conseiller auprès du Grand-Duché du Luxembourg de visiter le Mémorial de l'Alsace-Moselle de Schirmeck le 15 août 2016 avec notre ami Marcel Spisser avec lequel il a par la suite voyagé jusqu'à Tambov aller et retour, en compagnie de Carlo Lejeune, directeur du centre culturel de la minorité germanophone des provinces belges d'Eupen-Malmedy.

M. Carlo Lejeune a invité les participants franco-luxembourgeois de la conférence de Tambov à visiter le centre culturel qu'il dirige.

Il n'est pas exclu que de nouveaux projets franco-belgo-luxembourgeois voient le jour dans un futur proche. Nous l'appelons de nos vœux en tout cas. ■

Marcel Spisser avec la participation de Régis Baty

Des projets franco-russes à venir

En coopération avec le musée de Borodino, l'historien russophone Régis Baty et le Centre d'Interprétation du Patrimoine d'Alsace-Bossue, élaborent un projet d'archéologie militaire dans les lieux où se déroulèrent des combats. À suivre dans le prochain Courrier du Mémorial.

Les différentes conférences en langue française

Régis Baty

Une conférence en trois parties :

- L'incompatibilité des valeurs que les nazis ont tenté d'imposer en Alsace-Moselle avec celles héritées du XXe siècle qui ont marqué l'âme des populations d'Alsace-Moselle et du Luxembourg, présentes dans les devises nationales de ces pays ou régions avant l'annexion allemande.
- L'incapacité des nazis à saisir le risque que l'incorporation de force faisait peser sur leur projet de germanisation et sur l'effort de guerre.
- Présentation de quelques actes anti-allemands commis en Alsace-Moselle et au Luxembourg contre le Reich, avant et suite à l'incorporation de force de la jeunesse de ces régions et pays.

Carlo Lejeune

Carlo Lejeune, directeur du centre d'histoire régionale de la Communauté germanophone de la Belgique (ZRDG), a parlé des prisonniers de guerre dans la mémoire communicative et culturelle en Belgique. Il a expliqué les différences dans les mémoires entre la Belgique occupée (la Flandre, Bruxelles et la Wallonie) et la Belgique annexée (les cantons d'Eupen et de Malmédy, annexés en 1920 par la Belgique et annexés à nouveau par l'Allemagne en mai 1940). Il a montré l'apport de la mémoire culturelle (des historiens, journalistes, musées) qui remplace maintenant la mémoire communicative, c'est-à-dire la mémoire des témoins directs.

Luba Shenderova

« Si la Guerre 39-45 fut à l'échelle mondiale un grand malheur qui frappa des millions de personnes, le cas des incorporés de force se démarque de l'histoire de cette Guerre.

Des hommes ont été forcés de changer de nom et de langue et de combattre contre leurs propres alliés, puis on les a trompés, on leur a menti... Les souvenirs de Charles Mitschi constituent un récit simple et sincère, qui ne cherche pas à assombrir les faits, ce qui rend son histoire encore plus forte... Le projet de traduction était très important pour moi du fait que mes propres grands-pères ont tous deux participé à la Guerre du côté soviétique. »

Claude Mitschi

« Dans mon exposé, j'ai retracé l'épopée militaire de mon père : sa mobilisation dans l'armée française en novembre 1939, dans la Wehrmacht en juin 1943, sa désertion en janvier 1944, sa remise à l'Armée rouge par les partisans, la marche meurtrière de 300 kilomètres jusqu'au camp de Kiev, le camp de Koursk et la captivité à Tambov de mai 1944 à août 1945. Pour les aspects "sociaux" (thème du colloque), j'ai évoqué son expérience dans la Wehrmacht, où les Allemands n'étaient pas tous nazis et où les Malgré-Nous s'évertuaient à saper le moral des plus fervents. Puis son expérience du côté russe : le fait notamment que malgré les terribles conditions de captivité, les autorités soviétiques n'ont pas délibérément cherché à maltraiter ces prisonniers-là (les conditions sanitaires et climatiques s'en chargeaient) et qu'elles ont même encouragé, en marge des corvées et commandos de travail, des activités culturelles dans le camp auxquelles mon père a dû sa survie, grâce à la musique. J'ai enfin parlé de la difficulté, propre à tout ancien prisonnier, de parler après la guerre de sa captivité, même à ses proches. »

Jean-Claude Muller

Premier conseiller du gouvernement en charge de la Mémoire au Ministère d'Etat du Grand-Duché de Luxembourg, Jean-Claude Muller évoque le rôle



Le colloque fût l'occasion d'honorer la mémoire des Malgré-Nous sur les lieux mêmes de leur martyre

du gouvernement en exil face au problème des prisonniers du camp 188 de Tambov.

Il montre l'impact de la grande grève du 31 août et 1^{er} septembre 1942 à l'annonce de l'incorporation de force, grève qui fit 21 victimes mais qui porta amplement ses fruits puisque le Gauleiter Gustave Simon appela moins de générations sous les drapeaux nazis que ses sanguinaires collègues Wagner et Burckel. Sept années de naissance en tout furent incorporées au Luxembourg contre 14 en Moselle et 21 en Alsace. À noter toutefois que le Grand-Duché se place au 4^{ème} rang en pourcentage de victimes de la deuxième guerre mondiale.

La grève est donc un élément essentiel dans la mémoire collective de la guerre au Luxembourg puisqu'elle déclencha un énorme mouvement de résistance passive dans la population.

L'enrôlement forcé concernera 10 211 jeunes dont 2 848 ne sont pas revenus. Parallèlement 3 614 jeunes filles furent astreintes au Reichsarbeitsdienst ou au Kriegshilfsdienst. Soixante d'entre-elles sont portées disparues.

Marcel Spisser

Le président de l'AMAM centre sa conférence sur une double problématique :

1. POURQUOI Y AVAIT-IL DES ALSACIENS-MOSELLANS À TAMBOV?

Si nos collègues russes connaissent bien la vie des prisonniers dans le camp, ils ne comprennent cependant pas toujours le pourquoi de leur présence sur le front russe dans l'uniforme de la Wehrmacht. C'est donc l'occasion de leur expliquer la situation de l'Alsace-Moselle annexée de fait, germanisée et nazifiée de force, terrorisée par les camps de Schirmeck et de Queuleu et neutralisée par l'inique loi de la « Sippenhaft », un crime contre l'humanité.

2. QUELLE VIE APRÈS TAMBOV?

La mère-patrie ne reconnaît plus ses enfants alsaciens-lorrains abandonnés et sacrifiés sur l'autel de la collaboration du régime de Vichy. Meurtris physiquement, les survivants sont surtout broyés psychologiquement : à leur retour ils sont incompris, humiliés, calomniés par l'opinion publique française, considérés comme des traîtres et des collaborateurs... et le procès de Bordeaux qui, en 1953, juge le criminel massacre d'Oradour-sur-Glane ne fait que cristalliser ces incompréhensions. Loin de se cicatriser, la plaie reste béante.

Le Mémorial de l'Alsace-Moselle aux rendez-vous de l'Histoire de Blois

« *Super flumina Babylonis* »

Variation sur le psaume 137 (136)



Les déclarations d'option : les files d'attente à l'hôtel de ville de Mulhouse. (Document Cabinet des Estampes, Strasbourg)

Les files d'attente des optants à l'hôtel de ville de Mulhouse.
(Document Cabinet des Estampes, Strasbourg)

Dans le cadre des Rendez-vous de l'Histoire de Blois — dont le thème cette année était « PARTIR » — une carte blanche avait été attribuée au Mémorial de l'Alsace-Moselle, pour évoquer les départs d'Alsace et de Lorraine. J'ai donc donné le vendredi 7 octobre de 16h à 17h dans la salle Mansart du Château Royal de Blois une conférence intitulée « *Hinaus ! (dehors) Quitter l'Alsace et la Moselle entre 1871 et 1945* ».

La proposition allait de soi. En effet, entre 1871 et 1945, les trois départements d'Alsace et de Moselle connurent les alternances entre souverainetés française et allemande. Ces changements s'accompagnèrent de profonds transferts de populations, parfois définitifs. Entre options, expulsions et évacuations des centaines de milliers d'Alsaciens et de Mosellans quittèrent leur domicile.

Si pour la région, il y eut tribulations et délivrance en 1944/1945 la comparaison avec l'exil des juifs à Babylone serait hasardeuse sauf en ce qui concerne les évacués de 1939 et peut-être pour Robert Ernst, l'Oberbürgermeister de Strasbourg sous l'annexion de l'Alsace par le III^e Reich, exilé volontaire en 1918. « *Nous quitterons Phalsbourg pour aller là-bas ; nous resterons Français, quelque peine qu'il faille souffrir pour cela.* »¹

En effet si l'on considère le cas des « optants » de 1871/1872, on s'aperçoit que la grande majorité d'entre eux résident déjà hors des territoires annexés et en particulier en « Vieille

France ». Au final, opteront pour la nationalité française essentiellement des personnes qui ont déjà la nationalité française et qui résident en France, de l'ordre de 350 000 contre 150 000 dans les territoires cédés (50 000 départs).

Or, si on lit l'article 2 du traité de Francfort qui évoque le droit d'option pour les domiciliés en Alsace-Lorraine ou la convention additionnelle du mois de décembre 1871 qui règle la question des domiciliés hors d'Europe, il n'est jamais question de l'option des originaires résidant en France ou en Europe. Alfred Wahl a bien montré² que ce ne sont pas les Allemands qui sont à l'origine de ce fait mais bien Jules Favre, le ministre français des affaires étrangères qui mit sur la table des négociations un sujet dont toute personne sensée se rend bien compte qu'il n'a pas lieu d'être. Pour les Allemands (déjà !) l'émigration et l'immigration sont libres, l'option ne les intéresse pas.

Pour le dire vite, je m'appelle Abraham Blum, né à Westhoffen en 1831, résidant et travaillant à Paris, de nationalité française et sans aucune intention de revenir en Alsace, il me faut opter en 1872, par la grâce de quelques juristes et ministres atteints de pharisaïsme, pour la nationalité française que je possède déjà — au risque de la perdre — pour moi-même et mon fils Léon (le futur Président du Conseil). On peut se demander ce qu'il serait advenu de cette famille Blum si elle n'avait pas opté. Elle serait devenue une famille allemande résidant à Paris, mais par décret présidentiel immédiat, du fait de la domiciliation elle serait devenue française. Paperasse quand tu nous tiens.

Quelques chiffres

Si l'option de nationalité en 1871/1872 se traduit par l'émigration de 100 000 personnes, le retour à la France en 1918-1919 vit l'expulsion de 210 000 personnes.

L'évacuation des populations frontalières en septembre 1939 transféra jusqu'à 611 000 Alsaciens et Lorrains dans le Sud-ouest.

Sous l'annexion au III^e Reich nazi 135 000 personnes jugées indésirables furent expulsées par vagues successives.

¹ Le Tour de France par deux enfants, G Bruno (Augustine Fouillée), Paris, Belin, 1904

² L'option et l'émigration des Alsaciens-Lorrains : 1871-

1872, Alfred Wahl, Paris, Ophrys, 1974

³ Mémoires d'une européenne t1, Louise Weiss, Paris, Payot, 1968

⁴ Neurohumoral Features of Myocardial Stunning Due to Sudden Emotional Stress, Ilan S. Wittstein, Waltham, MA, N Engl J Med, 2005



Depuis Carpentras où vit sa fille, Raphaël Dreyfus opte pour la nationalité française, pour lui-même et ses enfants mineurs dont le futur capitaine Alfred Dreyfus. ©Archives municipales de Mulhouse.

Si certaines familles « d'op-tants » participèrent du mythe des « Provinces Perdues » pour aucune d'entre elles il ne fut vraiment question de se réinstaller en Alsace. Dans ses mémoires³ Louise Weiss raconte que, définitivement implantée en France, sa famille revenait chaque année en Alsace visiter la partie de la famille qui n'avait pas « opté ». S'en suivaient des débats sur « pourquoi partir et pourquoi rester ». Ce qui était en cause c'était la réintégration des territoires cédés à la France et non le retour à la Heimat.

La situation est tout autre

avec les évacuations de septembre 1939. Une dame habitant Kembs me disait cet été après avoir visité le Mémorial : « *Maman est morte de chagrin dans les Landes pendant l'évacuation* ». Le « *syndrome du cœur brisé* » décrit récemment par le cardiologue Ilan Wittstein⁴ du John Hopkins Hospital de Baltimore put atteindre quelques uns de ces centaines de milliers d'évacués hors d'Alsace suite à l'entrée des troupes allemandes en Pologne. Sous l'effet d'un très **grand stress** le cœur va jusqu'à être paralysé et s'arrête de battre ; lors de sa phase aigüe, les symptômes sont presque identiques à ceux d'une crise cardiaque. Le déracinement fut un arrachement pour nombre d'évacués et eux n'avaient de cesse que de vouloir rentrer chez eux. En ce sens sur les rives de l'Adour, de l'Isle, de la Charente ou de la Vienne, où ils étaient assis ils pleuraient quand ils se souvenaient de l'Alsace (Sion). *By the rivers of Babylon...* ■

Jean-Pierre Verdier

Des Alsaciens en Algérie

Une relance s'est produite à partir de 1871, pour des raisons politiques. L'Assemblée nationale vote des crédits pour installer en Algérie sur 100 000 hectares les Alsaciens et Lorrains des territoires annexés par l'empire allemand, qui ont pendant deux ans le droit d'opter pour la France à condition d'émigrer en renonçant à leurs biens. On estime à plus de 6 000 le nombre des immigrants alsaciens et lorrains entrés en Algérie de 1871 à 1874. Mais le mouvement s'est poursuivi après la fin du délai d'option, comme en témoigne la statistique des naturalisations. Le nombre des naturalisations de ressortissants allemands se gonfle soudainement de 1872 à 1875, puis à partir de 1879 ; puis il retombe à partir de 1893, quand les naturalisés alsaciens-lorrains sont désormais recensés à part des autres sujets allemands. Ainsi, « *à partir de cette date, le nombre des naturalisations prononcées en faveur des immigrants*

allemands est toujours équivalent au quart, ou au tiers de celui des immigrants alsaciens-lorrains » ; et pendant les années précédentes, « *les Alsaciens-Lorrains représentent en fait environ les trois-quarts des naturalisations prononcées au profit des « Allemands » ; soit près de 3 500 naturalisations d'Alsaciens-Lorrains sur un total de 4 920 (entre 1879 et 1892)* ». La Légion étrangère devient pour eux un moyen d'immigration et de naturalisation de plus en plus important, comme l'indique la part considérable du département d'Oran (où est installé le siège de la Légion, à Sidi-Bel-Abbès) dans les naturalisations d'Alsaciens-Lorrains entre 1894 et 1904. Au total, même si l'Algérie a reçu entre 12 000 et 15 000 immigrants alsaciens-lorrains de 1871 à 1914, elle en avait reçu bien davantage avant la perte des trois départements.

Discours de Paul Bert¹ prononcé lors de l'inauguration des nouveaux locaux de l'école alsacienne (9 juin 1881)

Au lendemain de nos désastres, vous avez voulu rejoindre les deux parties de cette France séparées par une opération sanglante. Vous avez voulu recueillir les enfants qu'avait chassés l'orage, offrir un nid à ceux qui chantaient jadis sur le rameau brisé. Aux triomphateurs, qui croient qu'il suffit de tracer sur la carte, d'une main victorieuse, une ligne jalonnée de sentinelles et de forteresses pour changer les cœurs et faire oublier la patrie, vous avez répondu en créant cet asile où des exilés volontaires entretiennent et attisent un feu sacré, et d'où vos regards, lorsqu'ils quittent le livre, se tournent tout d'abord du

côté de l'Orient. Et il est arrivé, chose merveilleuse ! Qu'en faisant œuvre de patriotes, vous avez fait œuvre de pédagogues. Car cette École alsacienne, dont l'exemple a été de tant de poids pour déterminer la réforme de notre enseignement, elle a pris précisément pour modèle votre vieux Gymnase libre de Strasbourg. Si bien que notre chère Alsace, ne pouvant plus nous donner son sang ni sa richesse, nous donne encore sa pensée et son exemple.

¹ Paul Bert : homme politique français (1833-1886) défenseur de la république radicale et laïque. Il fut ministre de l'Instruction publique de 1881 à 1882, puis gouverneur général en Annam et au Tonkin.

STRASBOURG, JUILLET 1940, Quand le cinéma annonce la teneur idéologique du nouveau régime nazi

Deuxième partie (suite du numéro 27)

De quoi parle donc ce film (*Les Rapaces*) produit par la Wien-Film et projeté sur les écrans Berlinoises le 16 octobre 1939 ? Il s'agit d'une comédie adaptée d'une pièce « à l'esprit raciste » de Stephan von Kamare (1928) qui décrit le rôle néfaste d'un jeune juif provincial, le docteur Kuhn, gérant de la société Libussa à Prague qui cherche à s'emparer du marché textile de toute l'Europe centrale et orientale en obtenant l'autorisation d'importer un tissu irlandais exonéré des droits de douanes ; autorisation qui ruinerait *de facto* les « honnêtes » tisserands allemands des Sudètes, où l'intrigue se déroule. Parallèlement, il brigue la main de la fille du président de la firme qui rachète la toile aux tisserands, la belle blonde et aryenne Lilly (Irène von Meyendorff). Mais grâce à l'intégrité d'un jeune fonctionnaire allemand, le plan de Kuhn échoue, et ce dernier, acoquiné à son oncle, sera contraint de s'exiler à New York où comme le suggère la fin du film, il ira rejoindre « d'autres rapaces. » Un film antisémite donc pour démarrer la saison ! Qu'est-ce que ce « choix » peut signifier sur les intentions du nouveau régime placé sous l'autorité du Gauleiter Wagner ?



Extrait du livret de cinéma qui accompagne la sortie du film en France sous le titre *Les Rapaces*.

Mais avant cela, arrêtons-nous un moment sur la place des personnages juifs dans la cinématographie nazie des années d'avant-guerre. À de très rares exceptions, ils sont absents à l'écran jusqu'en 1938¹, alors même qu'il existe une importante propagande antijuive qui utilise très largement les autres médias. En revanche, entre 1939 et 1941, on compte une quinzaine de films dans lesquels des personnages juifs occupent des rôles centraux. C'est Goebbels en personne qui est à l'origine de cette offensive en demandant aux professionnels de cinéma de fabriquer des films antijuifs. *Leinen aus Irland* (le titre allemand des *Rapaces*) est le second film produit

en 1939. Le triptyque antisémite de l'année 1940, composé de *Die Rotschilds*², *Jud Süß* et du documentaire *Der Ewige Jude*, est tourné ou en cours de montage au moment où le Broglie réouvre ses portes. Autrement dit, les nazis n'ont dans leurs cartons que deux films anti-



Les retrouvailles entre Kuhn (à droite) et l'oncle Zigi Pollack (à gauche).

sémites, *Leinen aus Irland* et *Robert und Bertram* de Hanz Heinz Zerlett. On sait d'après les notes du journal d'Alfred Rosenberg qu'Hitler n'a pas du tout apprécié la comédie musicale de Zerlett dans laquelle les Allemands sont présentés sous un mauvais jour³. En revanche, *Leinen aus Irland* a reçu un bien meilleur accueil chez les hiérarques nazis. En tout cas, il obtient la mention suivante : « recommandé pour sa valeur politique et artistique⁴. » Cela signifie donc que ce film de propagande est l'unique film antisémite dont les nazis disposent à la mi-juillet 1940. Aussi, cette programmation ne peut être le simple fruit du hasard, d'autant que la réouverture du cinéma Palace de Metz, le 2 juillet 1940, se fait avec un mélodrame de Gustav Ucicky, *Der Postmeister*⁵. On pourrait dire que le choix du film dépend de la disponibilité des bobines qui circulent dans les milliers de salles d'un Reich qui s'étend sur une grande partie du continent européen, mais quand on connaît la politique menée par Wagner, on est en droit de douter même de l'idée de hasard dans un choix politique.

Jusqu'à présent, si le cinéma résistait à une représentation visuelle du juif, qu'en est-il dans ce film ? De fait, *Leinen aus Irland* est un film « prototypique » qui annonce l'offensive cinématographique de l'année 1940 que l'on pourrait interpréter comme une réponse immédiate à l'admonestation d'Hitler. D'abord, comme le dit Régine Mihal Friedman, il inaugure des

¹ « Les personnages juifs, sans être ouvertement désignés comme tels, sont pour autant identifiables par leur « type », leur accent, leur profession, leurs patronymes », dans Régine Mihal FRIEDMAN, *L'image et son juif. Le Juif dans le cinéma nazi*, Payot, Paris, 1983.

² Ce dernier est présenté à Berlin le 17 juillet 1940, il est donc encore à l'affiche quand le Rhein-Gold ouvre à nouveau ses portes.³ Fritz Hipler, intendant du cinéma du Reich et réalisateur du documentaire antisémite *Der Ewige Jude*, dans la revue du cinéma nazi *Film-Kurier*, le 5 mai 1941.

³ Cf. Claude Singer, *Le Juif Süß et la propagande nazie. L'Histoire confisquée*, Paris, Les Belles lettres, 2003, p. 101. On trouve même dans le journal de Rosenberg en date du 19 décembre 1939 les propos suivants, *Le Führer* : « Il se passe en Allemagne des

choses prodigieuses autour de la mobilisation générale [...] mais le cinéma n'en tient pas compte. [...] Oui, des films patriotiques d'une manière générale, mais pas national-socialistes. On a su critiquer beaucoup des choses, mais des Judéo-Bolchéviques, notre cinéma n'a jusqu'ici pas osé parler. »

⁴ Cette mention correspond à la valeur que le ministère de la Propagande attribue à chaque film, comme une « censure positive », constituant un signal fort envoyé au spectateur sur la teneur politique ou non du film.

⁵ Je remercie pour cette information Anthony Rescigno, doctorant à l'Université de Metz, dont les recherches portent sur Le loisir cinématographique en Moselle : de l'instrument de propagande au loisir populaire.

oppositions que l'on retrouvera dans tous les films antisémites suivants, à savoir celles où s'affronteront la ville corruptrice et la campagne régénératrice ; la haute société décadente et « enjuivée » et la petite bourgeoisie vertueuse et porteuse du sentiment national. Ensuite, le juif est pour la première fois identifiable à l'écran et le film est le premier de la série à inscrire visuellement les deux stades de l'assimilation des Juifs dans la société, « le presque porteur de caftan⁶ », incarné par l'oncle Zigi Pollak, et le « Juif camouflé » — l'élégant docteur Kuhn — qui n'a aucune marque extérieure de sémitisme⁷, contrairement aux personnages des films antisémites suivants, et qui manœuvre pour imposer au monde la domination de son « peuple. » Et enfin, par la victoire du petit artisanat local annonciateur d'un retour à l'équilibre, d'un cycle qui se referme, l'épilogue tend à s'inscrire dans une thématique « Sang et Sol » (ou Blut und Boden) qui est un des points cardinaux de l'idéologie nazie ; une configuration cyclique que l'on retrouvera d'un film antijuif à l'autre.

Il semblerait donc que l'on puisse avancer l'idée selon laquelle dès le début de l'annexion de l'Alsace, le cinéma soit utilisé d'abord et avant tout à des fins politiques. Le film de fiction dénonçant ici de manière caricaturale des juifs présentés comme des conspirateurs et des comploteurs d'autant plus dangereux qu'ils dissimulent leur identité, et les actualités rappelant aux Alsaciens qu'ils sont des membres à part entière de la *Volksgemeinschaft*⁸, comme on peut également le lire sous la plume du journaliste Georg Franke au lendemain de la projection : « qu'ils [Les Alsaciens] se feront une idée juste du bonheur que c'est d'être Allemand dans ce magnifique et victorieux Grand Reich qu'ils sont invités à réintégrer⁹ ».

Au terme de cette étude, il apparaît clairement que les autorités nazies ont utilisé le cinéma pour envoyer un message fort et sans équivoque aux Strasbourgeois, et plus généralement aux Alsaciens : « Vous appartenez de plein droit à la *Volksgemeinschaft* et notre ennemi commun est le Juif. »

⁶ En effet, lorsque l'oncle Zigi apparaît à l'écran au 1/4 du film, il est affublé d'un accoutrement qui peut faire penser à un caftan.²

⁷ Pas même d'accent, sauf à la fin où démasqué, les marques de judaïté réapparaissent. Ainsi le film semble vouloir insinuer que l'assimilation est impossible.

⁸ Communauté du peuple. Le terme de « communauté » s'oppose ici à celui de « société » (Gesellschaft) ; celui de « peuple » désignant dans la langue nazie une entité biologique fermée dont on est membre par la naissance.

Wochenschau: Der Führer in Strassburg

Wiedereröffnung der Lichtspiele am Broglieplatz

Viele Strassburger und viele Soldaten werden mit Freuden in der Zeitung gelesen haben, dass die Broglielichtspiele als erstes Filmtheater ihre Türen geöffnet haben. Dass sie dabei in ihrem Programm neben dem Spielfilm «Leinen aus Irland» gerade die Wochenschau bringen, die den Besuch des Führers in Strassburg und im Elsass zeigt, bedeutet einen guten Auftakt der neuen Spielzeit.

Schon die ersten Bilder der neuen Wochenschau nehmen gefangen. Der historische Wagen von Compiègne wird nach Berlin überführt. Noch einmal sind wir uns voller Stolz und Genugtuung der historischen Wende im Schicksal Deutschlands und Europas bewusst, die der Führer und seine siegreichen Soldaten herbeigeführt haben. Mit heissem Herzen erleben wir hier in Strassburg den Wandel, wenn wir in der Wochenschau den Einzug des Führers in das befreite Elsass sehen. Uns alle, die wir 1918 unsere Heimat über die Rheinbrücke verlassen mussten, hat es zutiefst berührt, als wir über die gleiche Brücke wieder Heimkehr halten durften. Und dieses innerliche Glücksgefühl ist noch einmal, ja noch stärker ausgelöst worden, wenn wir jetzt gleichsam mit den Augen des Führers über den deutsche Lande verbindenden Strom fahren, mit ihm die alten Häuser in den Gassen Strassburgs an uns vorbeigleiten und das Münster, den herrlich deutschen Wunderbau Erwin von Steinbachs auf uns einwirken lassen. Kann der Jubel im Her-

zen ob der Fahrt des Führers durch das befreite Land noch gesteigert werden? Ja, er wird es, wenn wir in den folgenden Bildern Zeugen der einzigartigen, vom Jubel des Volkes begleiteten Rückkehr des Führers nach Berlin sind. Ihr Strassburger, ihr Elsässer: seht euch diese Bilder an, erlebt es mit, wie tief, wie echt die Liebe und die Dankbarkeit des deutschen Volkes für den Führer zu stürmischem Ausdruck gelangen! Seid Zeugen dieses triumphalen Einzuges in Berlin! Allzu, die doch Lügen und Verleumdungen vorbildend waren, muss es wie Schuppen von den Augen fallen, wenn sie diese Bilder sehen. Sie werden und müssen einen Begriff davon erhalten, welches Glück es bedeutet ein Deutscher in diesem herrlichen sieghaften Grossdeutschen Reich zu sein, in das nun auch sie zurückkehren werden.

Der Spielfilm «Leinen aus Irland» zeigt an einem spannend entwickelten Einzelschicksal den Kampf jüdisch geleiteter Geldmächte gegen bodenständiges, handwerkliches Unternehmertum, den Kampf skrupelloser Macht- und Raffgier gegen anständige gerade Haltung. Der Film will gewiss nicht in allem einen Ausschnitt aus dem wirklichen Leben geben, manches, so der Wandel des Konzernpräsidenten, erscheint märchenhaft. Die Grundabsicht ist aber überzeugend durchgeführt worden. Eine Reihe erster Schauspieler und Schauspielerinnen unter Regie Heinz Helligs unterstützen diese Absicht mit wirkungsvollem Spiel.

Georg Franke.

Article paru au lendemain de la réouverture du cinéma Place Broglie, SNN du 20 juillet 1940.

Antisémitisme, *Leinen aus Irland* l'est sans conteste. Mais cette signification centrale, celle qui fait du film qu'il s'inscrit pleinement dans le panorama des productions racistes, est encadrée par deux autres discours secondaires. De toute évidence, le choix du titre *Leinen aus...* « *Irland* » — ennemie de l'Angleterre — que l'on retrouve dans d'autres productions nazies¹⁰, en fait un film anti-anglais. Et la décision d'ouvrir la saison avec lui prend alors tout son sens. En effet, à cette date, seule l'Angleterre résiste encore à l'Allemagne nazie. Elle devient du même coup l'ennemie extérieure désignée à la communauté du peuple. Et pour finir, le portrait dressé d'une vieille monarchie des Habsbourg décadente, dont l'artisanat local est sauvé ici par un Allemand, un homme de confiance, est une façon à peine déguisée de justifier l'Anschluss de mars 1938. Est-ce que la suite de la programmation cinématographique a été aussi marquée idéologiquement ? La réponse à la prochaine séance... ■

Sébastien Soster

Responsable du service éducatif auprès du Mémorial de l'Alsace-Moselle.

⁹ Je remercie mes collègues Marie Bader et Gisela Lecomte pour la précision de leurs traductions.

¹⁰ Ainsi figurent dans la filmographie des films comme *Mein Leben für Irland*, *Der Fuchs von Glenarvon*...

Faire connaître la Résistance des Alsaciens en DVD-Rom

Véritable encyclopédie sur la Résistance des Alsaciens entre 1940-1945, un DVD-Rom a été présenté lundi 13 juin au collège de Châtenois devant des enseignants et des élèves. Frédéric Bierry, président du Conseil départemental du Bas-Rhin et Eric Straumann, président du Conseil départemental du Haut-Rhin ainsi que Brigitte Klinkert, pour la Région, ont commenté cet outil qui intéressera les enseignants et élèves mais aussi le grand public attiré par cette page méconnue de l'histoire contemporaine. Le directeur général de la Fondation de la Résistance, le préfet hors cadre Victor Convert, a affirmé que la sortie de ce DVD-Rom était « **un événement historique. En effet les Français en général (sauf ceux qui ont visité le Mémorial de l'Alsace-Moselle) ne connaissent pas le sort funeste qui fut celui de l'Alsace annexée de fait 1940-1945 et ne le voient qu'à travers le drame d'Oradour sur Glane** ».

Conçu par l'Association pour des Études sur la Résistance des Alsaciens (AERIA), cet outil est le fruit d'un travail collectif et de celui de l'historien Eric Le Normand dont le poste a été soutenu financièrement durant plus de trois ans par la Région Alsace et les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Les recherches dans les archives publiques et privées ont permis de collecter des documents, textes en français ou en allemand, photos et vidéos jetant un éclairage neuf sur la période de l'Alsace annexée de fait. Le DVD-Rom fait connaître les noms de plus de 6 000 hommes et femmes résistants ou opposants au régime nazi parmi lesquels 3 328 personnes ayant obtenu la carte du Combattant Volontaire de la Résistance. Le DVD-Rom présente aussi une trentaine de cartes géographiques permettant de relier les communes alsaciennes évacuées en 1939 et leurs points de chute dans le Sud-Ouest ou le centre de la France. Les principales filières d'évasion (pour les prisonniers français évadés d'Allemagne ou les Alsaciens réfractaires à l'incorporation de force) de même que les principaux lieux d'exécution en Allemagne des incorporés de force jugés par les tribunaux nazis sont aussi répertoriés.

Comme il n'a pas été possible à une équipe de France 3 Alsace de se déplacer à Châtenois, nous comptons sur vous pour transmettre l'information aux nombreux téléspectateurs régionaux. Nous connaissons en effet votre intérêt pour l'histoire complexe de l'Alsace. La jaquette du DVD-Rom avec la photo de jeunes incorporés de force haut-rhinois affichant leur patriotisme français malgré leur transfert en Pologne est un signal fort.

Trois questions aux historiens

Jean Marie Esch, 67 ans, ancien professeur d'histoire au collège épiscopal Saint-Étienne à Strasbourg, est vice-président de l'AERIA, association pour des Études sur la Résistance Intérieure des Alsaciens. Il est aussi président des amis de l'ANACR-Alsace (Anciens combattants de la Résistance) et archiviste de l'Institut d'histoire sociale de la CGT-Alsace. Le DVD-Rom sur les résistants alsaciens lui doit beaucoup, ce travail inédit ayant été piloté par Eric Le Normand, 31 ans, titulaire d'un Master 2 d'histoire contemporaine. Deux parcours, deux générations et un objectif : faire connaître les différentes facettes de la résistance alsacienne 1940-1945.



Jean-Marie Esch et Eric Le Normand

Qu'est ce qui vous a poussé vers ce domaine particulier ?

Jean-Marie : « En classe de 6^e au lycée Kléber, j'avais M. Fischer qui était un prof de lettres déjà âgé. Il nous a donné à lire le poème d'Aragon « La Rose et le Réséda », dans lequel il y a notamment cette phrase devenue célèbre « Celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas.. ». Cet hommage à la Résistance m'a frappé. Ensuite j'ai préparé le Certificat d'études en classe de 4^{ème} et il y avait une épreuve de chant. On m'a proposé plusieurs titres et j'ai choisi le Chant des Partisans (« Ami entends tu... ») sur le conseil d'un enseignant. Il y avait les paroles de Druon et Kessel et

c'est la chanteuse Anna Marly qui l'interprétait. Je me rappelle aussi qu'en décembre 1964, j'ai trouvé extraordinaire le discours d'André Malraux lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon... Il faut dire aussi que dans ma parenté j'ai eu tous les cas de figure dans la génération qui m'a précédé. Les fêtes de famille étaient toujours très animées ! J'aimerais continuer à être un relais pour défendre les valeurs de la Résistance. »

Éric : « À l'école de Lutzelhouse, j'avais une institutrice en CM1-CM2 qui avait mis en place un programme pédagogique qui permettait aux élèves de prendre des responsabilités au

sein d'une micro-société. Martine Boncourt, qui abordait aussi la Deuxième guerre mondiale, invitait les élèves à choisir un métier pour lequel ils recevaient un salaire dans une monnaie locale qui était inventée. C'était une espèce de démocratie directe dans la classe et chaque élève pouvait s'exprimer pour faire des propositions. Et puis, il y a mon histoire personnelle, avec mes deux arrière-grands-pères, du côté maternel, Louis Guiot et Édouard Deiber, qui ont fait passer des gens à Fouchy et à Urbeis. Je ne les ai pas connus mais mes grands-parents m'en parlaient et l'un est même cité dans un livre de Charles Béné... À la fac d'histoire, je ne voulais faire que ça, étudier l'histoire de mes arrière-grands-pères et l'environnement dans lequel ils se sont engagés. »

Les profs sont plutôt individualistes. Pourtant vous avez adhéré au travail de recherche en équipe et aux discussions en groupe...

Jean-Marie : « Lors de la présentation du DVD-Rom au collège de Châtenois, Christophe Marchand, inspecteur pédagogique régional d'histoire-géographie, a eu une phrase qui m'a énormément fait plaisir : « L'histoire doit être incarnée. » Quand je faisais cours, je me demandais toujours comment trouver un personnage fort, par exemple Périclès pour la démocratie athénienne ou Danton et Robespierre pour la Révolution française. À la fac de Strasbourg dans les années 67-70, pendant mes études, c'était plutôt le contraire, avec l'histoire des mentalités et des structures... J'ai beaucoup apprécié le travail collectif à l'AERIA car nous réunissons des gens de droite et de gauche, avec un éventail professionnel. Et c'est d'ailleurs cette diversité qu'on trouvait dans la Résistance. »

Eric : « À la fac, en M1 et M2, on travaille tout seul. C'est en arrivant en Savoie, pour réaliser les recherches en vue du DVD-Rom sur la Résistance que les choses ont changé. Je ne

connaissais pas du tout le contexte local, alors je me suis appuyé sur les délégations de deux associations nationales, l'AFMD (Mémoire de la déportation) et l'ANACR (combattants de la Résistance). C'était des gens de terrain, ils m'ont fait remonter toutes les données... C'est là que je me suis rendu compte que pour réaliser un tel travail, il fallait avoir une perspective d'ensemble et le sens du rassemblement. Le mot-clé, c'est l'engagement, qu'il soit bénévole, associatif ou professionnel. »

Qu'est ce qui est mieux pour les scolaires, un DVD-Rom ou un site Internet ?

Jean-Marie : « Je trouve l'outil multimédia qu'est le DVD-Rom excellent pour les élèves car on veut qu'ils découvrent des choses par eux-mêmes. La démarche en groupe est possible, avec trois, quatre élèves autour d'un ordinateur au CDI en train de faire des recherches, sur une biographie de résistant ou le pourquoi d'un nom de rue. C'est plus interactif que le cours magistral même si le prof garde son rôle en posant un cadre auparavant. En histoire, il faut toujours problématiser. Un exemple : la pochette du DVD-Rom qui est géniale. On peut demander aux élèves ce qu'elle leur dit et on construit le cours à partir de ça puisqu'elle révèle la spécificité de l'Alsace entre 1940-1945. »

Éric : « Il s'agit de deux étapes irremplaçables. Le DVD-Rom, c'est une encyclopédie, un outil de référence qui donne un maximum d'informations. Le but, c'est ensuite de regrouper ceci, d'ajouter les éventuels retours, de sélectionner les éléments importants et ensuite, à condition de disposer de temps, d'enrichir le site Internet pédagogique de la Fondation de la Résistance : le musée de la résistance en ligne. »

Propos recueillis par Marie Goerg-Lieby



POUR SE PROCURER LE DVD-Rom :

Adresser ses coordonnées postales et un chèque de 24€ pour un exemplaire (ou 44€ pour deux) frais d'envoi compris à Mireille Hincker, n° 12 boulevard Paul Déroulède, 67 000 Strasbourg.

Pour l'association, Marie Goerg-Lieby, présidente,
et Mireille Hincker, trésorière.

Contact : 06 20 49 28 30

STRASBOURG, 11-13 JANVIER 2017

*Nous n'irons plus au bois
Demain nos mémoires*

**Rencontre
des Mémoires**



INSCRIPTIONS

La participation à la Rencontre des Mémoires est gratuite, mais pour en faciliter l'organisation, il est nécessaire de vous inscrire.

• INSCRIPTION EN LIGNE :

Adresse : www.crdp-strasbourg.fr
Vous accédez à la page d'accueil de CANOPÉ (nouveau nom du CRDP).

Cliquez sur le logo de la Rencontre. Après la présentation du programme, on vous demande de remplir un formulaire d'inscription simple. À renseigner avec précision : pour que les contacts ultérieurs soient possibles, il faut que l'adresse électronique soit complète et correcte.

Le secrétaire de l'AMAM vous enverra par mail un courrier avec tous les renseignements nécessaires pour faciliter votre accueil.

Date limite d'inscription au CRDP : **le 5 janvier 2017**

• INSCRIPTION PAR COURRIER :

Demandez le bulletin d'inscription à :

Monsieur Jean-Paul Gully

Secrétaire de l'AMAM

4 rue Virgile

67200 STRASBOURG

Tél. 06 86 89 43 57

Date limite d'envoi du bulletin d'inscription : **le 5 janvier 2017.**

Mercredi 11 janvier • Soirée

SOIRÉE

- 16 h 30 ACCUEIL
- 18 h OUVERTURE
Monsieur le Président **Philippe Richert**
Jean-Pierre Rioux, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*
- 18 h 30 CONFÉRENCE INAUGURALE
L'arbre et le brin d'herbe, le jeu entre l'infime et l'infini
Alain Corbin, auteur de *La douceur de l'ombre* et *d'Histoire du silence*
- 19 h 30 PROJECTION DE FILMS D'AMATEURS
« À la campagne : un retour aux sources ? »
présentation par **Odile Gozillon-Fronsacq**, Association MIRA
- 19 h 30 BUFFET

Jeudi 12 janvier • Matinée LES LAURIERS SONT COUPÉS

- 9 h EXPOSÉS
L'économie morale dans l'Europe préindustrielle
Laurence Fontaine, École des Hautes Études en Sciences Sociales

Mathieu de Dombasle, un Nancéen aux champs (1780 -1830)
Fabien Knittel, Université de Franche-Comté
- 10 h 30 PAUSE
- 11 h TABLE RONDE
Le village réinvesti
animée par **Jean-Marc Stébé**, Université de Lorraine
avec la participation de **Corinne Demotier-Aroq**, maire de Germaine, Marne,
Richard Dupuis, IUT de Reims,
Luc Huber, maire de Pfettisheim, Bas-Rhin,
Sylvain Waserman, Conseiller Régional, maire de Quatzenheim, Bas-Rhin
Maurice Wintz, Université de Strasbourg
- 12h30 BUFFET

Jeudi 12 janvier • Après-midi

- 14 h EXPOSÉS
Grandir
Nicoletta Diasio, Université de Strasbourg
La bonne chère au Grand Siècle
Florent Quellier, Université de Tours
L'automobilisme désacralisé ? De la «Belle américaine» à la «bagnole»...
Mathieu Flonneau, Université Panthéon-Sorbonne
- 16 h PAUSE
- 16 h 30 TABLE RONDE
Les politiques de mémoire des régions
animée par Richard Kleinschmager, Université de Strasbourg, avec la participation de
Patrick Garcia, Institut d'Histoire du Temps Présent-CNRS
Jean-Noël Grandhomme, Université de Lorraine
Sylvain Schirmann, Université de Strasbourg
- 18 h CONFÉRENCE
L'entêtement généalogique
Martine Segalen, Ethnologie française

Vendredi 13 janvier • Matinée ENTRE DEUX ÂGES

- 9 h EXPOSÉS
Du terroir à l'environnement
Martin de la Soudière, École des Hautes Études en Sciences Sociales
Corps d'hier, corps d'aujourd'hui
André Rauch, Université de Strasbourg
- 10 h 30 PAUSE
- 11 h EXPOSÉS
L'allégeance au bonheur depuis 1945
Rémy Pawin, Professeur, docteur en histoire
Commémorer, d'hier à demain
Patrick Garcia, Institut d'Histoire du Temps Présent, CNRS
- 12 h 30 BUFFET

Vendredi 13 janvier • Après-midi

- 14 h EXPOSÉS
La nouvelle violence au nom de la religion
Denis Pelletier, École Pratique des Hautes Études
Proximité et communauté politique depuis le Moyen-Âge
Georges Bischoff, Université de Strasbourg
- 15 h 30 PAUSE
- 15 h 45 TABLE RONDE
Suis-je ce que le passé a fait de moi ?
animée par Marie-Claire Vitoux, Université de Haute-Alsace
avec la participation de lycéennes et de lycéens en « Abibac »
- 17 h 30 CONFÉRENCE DE CLÔTURE
Nous vivons dans un autre monde
Jean-Pierre Le Goff, auteur de *La fin du village* et *Malaise dans la démocratie*
- 18 h 30 REMERCIEMENTS

Parmi les intervenants de la Rencontre 2017...



Philippe Richert, président de la région Grand Est et Jean-Pierre Rioux, historien.



Alain Corbin

Historien, professeur émérite à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, est parti d'*Archaïsme et modernité en Limousin au XIX^e siècle* (Marcel Rivière, 1975) pour explorer l'histoire du sensible et des sensibilités à l'époque contemporaine, depuis

Les filles de noce (Aubier, 1978) ou *Le Village des cannibales* (Flammarion, 1990), jusqu'à *La douceur de l'ombre*. L'arbre, source d'émotions, de *l'Antiquité à nos jours* (Fayard, 2013) et *Histoire du silence. De la Renaissance à nos jours* (Albin Michel, 2016). Il a orchestré de nombreux travaux collectifs tout aussi novateurs et, notamment, *L'Avènement des loisirs, 1850-1960* (Flammarion, 2001), *1515 et les grandes dates de l'histoire de France* (Le Seuil, 2005), *Histoire du corps* (Le Seuil, 2005), *Histoire de la virilité* (Le Seuil, 2011) et *Histoire des émotions* (Le Seuil, 2016).

sociétés préindustrielles et notre monde contemporain. Elle a notamment publié deux livres majeurs : *L'Économie morale. Pauvreté, crédit et confiance dans l'Europe préindustrielle* (Gallimard, 2008) et *Le Marché. Histoire et usages d'une conquête sociale* (Gallimard, 2014).



Patrick Garcia

Historien, professeur à l'université de Cergy-Pontoise et chercheur à l'Institut d'Histoire du Temps Présent du CNRS. Ses travaux portent sur les commémorations et les politiques de la mémoire ; les rituels en politique ; les usages publics du passé en France et en Europe ; l'historiographie, l'épistémologie et l'enseignement de l'histoire. Il a publié *Le Bicentenaire de la Révolution française* (CNRS Éditions, 2000) et *Présents de l'historien* (Publications de la Sorbonne, 2014). Co-auteur d'*Historiographies* (Gallimard, « Folio », 2010).



Richard Dupuis

Professeur d'histoire et géographie à l'IUT de Reims, conseiller scientifique du Parc naturel de la Montagne de Reims. Spécialiste de l'histoire culturelle de l'agriculture, de la patrimonialisation des campagnes, des musées et jardins en milieu rural et des politiques publiques territoriales.



Laurence Fontaine

Historienne, directrice de recherche au CNRS, a étudié les colporteurs et les migrants de la région alpine et a lancé la recherche sur l'économie informelle, l'économie « morale », la pauvreté et le marché, les stratégies de survie en mettant en dialogue permanent les



Fabien Knittel

Maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Franche-Comté, spécialiste de l'histoire des techniques rurales, de la part des femmes et des hommes dans le travail agricole, de l'enseignement technique, et d'abord sur des exemples lorrains. Il a publié *Agronomie et innovation. Le cas de Mathieu de Dombasle, 1777-1843* (Presses Universitaires de Nancy, 2009) ; avec Pascal Raggi *Genre et techniques, XIX^e-XX^e siècles* (Presses Universitaires de Rennes, 2013) et *De la bibliothèque aux champs. Le travail d'agronome de Louis Poirot de Valcourt, 1771-1855* (PUN-Presses Universitaires de Lorraine, 2016).



Florent Quellier

Maître de conférences en histoire moderne à l'université François Rabelais de Tours et titulaire de la chaire CNRS « Histoire de l'alimentation des mondes modernes ». Spécialiste de l'histoire des cultures de l'alimentation, des plaisirs de la chère et ceux du potager. À récemment publié : *Gourmandise. Histoire d'un péché capital* (A. Colin, 2010), *La Table des Français. Une histoire culturelle, XV^e-XIX^e siècle* (Presses Universitaires de Rennes, 2013) et *Festins, ripailles et bonne chère au Grand Siècle* (Belin, 2015).



Martine Segalen

Sociologue et ethnologue, professeur émérite à l'université Paris X-Nanterre, directrice d'*Ethnologie française*. Spécialiste de l'étude de la parenté et de la famille, des arts et traditions populaires et même de la course à pied, du pays bigouden à toute l'Europe. Parmi ses dernières publications : *Mari et femme dans la société paysanne* (Flammarion, 2002), *Vie d'un musée, 1937-2005* (Stock, 2005), *À qui appartiennent les enfants* (Tallandier, 2010), *Sociologie de la famille* (Armand Colin, 2013) et *Ethnologie de la France* (PUF, « Que sais-je ? », 2015).

Vient de paraître : les Actes de la Rencontre 2014



La Rencontre des mémoires de Strasbourg en 2014, dont ce livre rassemble les Actes, fut à la fois l'inverse et le prolongement de celle de 2012, où nous avions traité de la réconciliation avec le passé au cri de Nelson Mandela en 1994 : « Le temps est venu » et « éveillez-vous à la liberté », à cette liberté sans entraves et sans frontières qui prenait alors en Afrique du Sud les couleurs de l'arc-en-ciel. Aujourd'hui nous voici sans arc-en-ciel, en

sentinelles ou en passeurs à la frontière disputée ou incomprise ; face à ce gros mot-concept si terriblement bousculé depuis le 11 septembre 2001 ; face à toutes ces frontières à respecter et faire respecter, à violer ou à repousser, à rendre vivables un jour en les démultipliant ou en les assouplissant mais, un autre jour, rendues invivables avec murs et barbelés.

Nous voici, de fait, pris aussi dans le grand remuement international de ceux qui s'exilent et veulent forcer l'ailleurs pour fuir la misère et la guerre ; dans les affrontements, les orgueils habituels mais aussi des barbaries inouïes ; dans les globalisations et les cosmopolitismes qui parcourent notre monde dépolarisé, écartelé entre universalisme et particularismes. Nous voici emportés également, sans toujours vouloir le reconnaître, dans l'élan biologique, sociologique et éthique, scientifique et technologique – progressiste, en un mot bien usé et qui entretient un grand flou sur tout ce qui touche à un au-delà de l'humain – qui entraîne les êtres et les peuples à repousser encore un peu plus loin leurs limites : *citius, altius, fortius*, comme dit une devise qui n'est pas qu'olympique et que quelques « transhumanistes »

triturent déjà. Enfin, voici que revient le vieux souci candide et éclairé d'un gouvernement mondial, d'un orchestre philharmonique des nations, des droits sauvegardés et des peuples libérés.

Finalement, nous voici dans l'élasticité et la fragilité du jeu du Moi à l'Autre, de l'Un à l'Autre, de Nous aux Autres. Oublions-nous qu'un cosmonaute a pu dire un jour : « *Si la Terre est belle, vue de l'espace, c'est parce qu'on n'y voit pas les cicatrices des frontières* » et qu'un Souverain pontife Jean-Paul II, flanqué de force philosophes a renchéri un autre jour : « *La vérité n'accepte pas d'être arrêtée par une quelconque frontière* » ?

Jean-Pierre Rioux

Revivez la Rencontre des Mémoires 2014; *La frontière*. 191 pages, édition Canopé, prix 15€



La Rencontre de 2014

ANDRÉE GADAT

*Une passionnée, patriote jusqu'au martyr
(Neufmaisons, Badonviller)*



Arrêtée le 27 août 1944 avec l'équipe radio qu'elle hébergeait dans l'école publique de Neufmaisons (canton de Badonviller en Meurthe et Moselle), Andrée Gadat fut fusillée huit jours plus tard, le 3 septembre dans les bois de Grammont entre Baccarat et Merviller. Agée de 31 ans, mère de trois enfants : Jean-Marie (9 ans), Claudette (7 ans) et François (5 ans) ; son mari, Georges Gadat, officier, était prisonnier en Allemagne.

Andrée Calba est née à Besançon le 28 février 1913, fille de Paul-Auguste Calba, militaire de carrière (originaire de Veney) et de Louise Roussel, son épouse. La famille s'est installée à Vacqueville, également du canton de Baccarat en Meurthe et Moselle. C'est une belle femme qui a tout pour elle : très souriante, avenante, attentive aux autres ; elle est très vivante, enthousiaste, à la bonne humeur communicative. Catholique très croyante, elle se sent protégée par sa foi profonde et sa confiance en Dieu.

Elle rentre à l'École Normale d'institutrices de Nancy-Maxéville à seize ans ; reçue major de sa promotion, elle en ressort première de son année. À l'ENF, son professeur d'histoire-géographie-instruction civique, mademoiselle Suzanne Petitcolas, la remarque

pour ses qualités intellectuelles et morales et nourrit son patriotisme d'origine familiale par une culture républicaine.

Elle épouse en août 1934 Georges Gadat, militaire de carrière, originaire de Leintrey (Meurthe et Moselle). Ils s'aiment passionnément.

Madame Gadat est nommée successivement à Haguenau en Alsace (quatre ans), pour suivre son mari, puis, après la mobilisation de celui-ci, pour se rapprocher de ses parents, en Meurthe et Moselle à Coincourt (septembre 1939), et finalement à Neufmaisons en 1940. Très appréciée par ses chefs pour ses qualités pédagogiques, elle mène sa classe avec bonté, vivacité, mais aussi une grande fermeté. Après la classe, à seize heures, les petites filles modestes restent et elle leur donne à goûter, invitant sa fille à prêter ses jouets. Ses élèves l'adorent et les parents l'apprécient beaucoup.

Georges Gadat fait son devoir d'officier en 1940, mais il est fait prisonnier fin mai de la même année, et interné à l'OFLAG IV.D de Hoyerswerda, au nord-est de Dresde, puis évacué en 1945 à la forteresse de Königstein. L'engagement d'Andrée Gadat dans la Résistance remonte probablement à l'année 1943 (voire à 1942) à la suite d'un séjour de six mois de son professeur d'histoire, mademoiselle Petitcolas chez elle à Neufmaisons, qu'elle aide à se rétablir d'une grave maladie. Nous n'avons que des renseignements fragmentaires sur son action de résistante. Mais, à partir de ce moment-là, elle se rend de temps en temps à Nancy sous différents prétextes : courses, achat de vêtements, de livres, etc.

Notamment avec sa fille, officiellement pour consulter le dentiste. Claudette s'étonne de ne pas avoir vu le praticien. Sa maman lui répond que ce sera pour la prochaine fois. Elle va aussi à la messe du matin, avant la classe et souvent à Domèvre sur Vezouse où officie le Père Stutzmann, curé-doyen et aussi un des chefs de la Résistance dans l'est du Lunévillois. Ce dernier relate dans

son homélie, lors des obsèques d'Andrée qu'elle s'est ouverte à lui, en juillet 1944, de son désir d'agir dans la Résistance pour hâter le départ des Allemands et la libération de son mari.

Leurs relations dans la Résistance sont sûrement bien antérieures. Il lui dit que c'est à elle de voir, compte-tenu de son état de mère de trois enfants.

Au village, en été 1944, les gens ne sont pas très prudents. Ils vivent dans l'espoir d'une libération attendue depuis quatre ans, et forcément prochaine, après le débarquement du 6 juin et la percée d'Avranches du 31 juillet.

Andrée Gadat elle-même, apprenant le débarquement, n'a-t-elle pas crié depuis la fenêtre de l'école : « *Les Alliés ont débarqué en Normandie ! La guerre sera bientôt finie !* », alors que deux sentinelles allemandes montent la garde à l'entrée de la Mairie-École ?

La libération de Paris (25 août) amplifie encore ce sentiment qui vire à l'euphorie : demain, les Américains seront là !

C'est sans compter sur la capacité de réaction des Allemands et sur leur professionnalisme¹.



Andrée Gadat avec ses trois enfants

¹ La stratégie allemande face au succès des débarquements alliés le 6 juin en Normandie et le 15 août en Provence, consiste à se replier sur les Vosges qu'ils vont essayer de transformer en rempart infranchissable (Vogesstellung), doublée à l'ouest par la Vogesenstellung pour garder l'Alsace-Moselle et sauver le territoire du Reich.

À propos des résistants, le 24 août, un général allemand chargé d'organiser la défense de la Vogesenstellung, déclare à Epinal devant son état-major : « exterminatez-moi cette vermine ! »

L'AFFAIRE DES RADIOS

Toutes les équipes-radio clandestines du BCRA de la Région C (qui couvre huit départements d'un grand nord-est, dont l'Alsace-Lorraine) ont été anéanties et les opérateurs capturés.

Il n'en reste qu'une qui continue d'émettre sur le piémont vosgien depuis St. Martin (près de Blâmont, Meurthe et Moselle) jusqu'aux environs de Rambervillers et Saint Dié (Vosges) : cette équipe a pour nom de code *Bataclan noir*². Le chef opérateur est Jean-Michel Rémy (alias Corse), également appelé *Jeff*. Il est assisté d'André Luttringer (engagé auparavant au GMA-Vosges, 2^{ème} centurie du maquis de la vallée de la Plaine) et d'André Blaise, forestier local, qui assurent le transport et la cache du matériel, ainsi que le ravitaillement.

Andrée Gadat héberge l'équipe-radio à l'école de Neufmaisons au premier étage de son logement de fonction, à côté de son collègue instituteur Roger Deschamps qui accueille son frère Guy (18 ans) afin qu'il ne soit plus exposé aux bombardements de la gare de triage de Blainville-sur-l'Eau, au sud de Nancy, où demeure la famille Deschamps.

Au village, beaucoup de monde sait que l'institutrice loge des résistants. Ces hommes, Andrée Gadat et ses amies (les demoiselles Antoine) sont jeunes (sauf André Blaise) et ne se cachent pas. Ils vivent dans l'insouciance des vacances scolaires et la fin d'un bel été riche en mirabelles et proche de la Libération. Lors de sa dernière rencontre avec sa maman à Vacqueville, le 26 au soir, Andrée est confiante. Elle vient de lui avouer qu'elle est dans la Résistance. Sa maman, prise d'un mauvais pressentiment, ne veut pas qu'elle reparte à Neufmaisons (distant de quatre kilomètres) et lui dit, très émue, en l'embrassant : « *Je te vois peut-être pour la dernière fois...* » Par prudence, les émissions vers Londres ne se font jamais deux fois de suite au même endroit. Mais *Bataclan noir* doit assurer la totalité du trafic radio de l'ensemble de la Région C.

Précisément, *Bataclan noir* reçoit l'ordre de l'Etat-major du GMA-Vosges de passer un lot

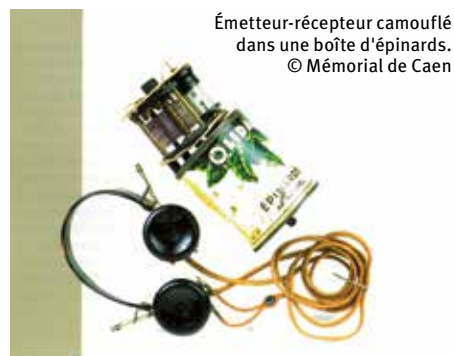
important de messages qui nécessite trois vacations qui font émettre tout l'après-midi du 26 (dix-sept messages). J-M Rémy relate dans son récit de cette affaire que le colonel Bourgeois (alias Maximum) passe l'ordre à l'Etat-major du GMA d'émettre aussi le 27 août. Cette imprudence est contraire aux règles du service radio clandestin. Mais « *vu la pénurie de matériel et le manque d'asiles de nuit, étant donné qu'il ne devait y avoir que peu de travail le lendemain, décision a été prise de rester sur place* ».³ J-M Rémy demande à Andrée Gadat de ne pas rester dans l'école, en raison des risques accrus. Elle refuse, elle ne veut pas abandonner son jeune collègue et son frère, ses amies et les opérateurs-radio. Londres accepte malgré les risques, et rendez-vous est pris pour le dimanche 27 à 11 heures.

Mais l'équipe *Bataclan noir* est déjà localisée, car le repérage allemand s'est affiné depuis 1940 : ondes courtes captées depuis Stuttgart et pour finir, triangulation par voitures goniométriques dans le secteur. Il a situé le centre d'émission à l'école de Neufmaisons comme le prouvent deux éléments :

Le matin du 26 août, un homme aborde André Blaise dans la rue et demande à rencontrer un certain *Blaise* pour contacter le maquis. André Blaise ne dévoile pas sa véritable identité, dément connaître ce *Blaise*, oriente son interlocuteur vers Pexonne et alerte ses deux compagnons. Cet homme était un agent du SD. De même, plusieurs témoins ont dit plus tard que l'école était déjà cernée dans la nuit.

Jean-Michel Rémy écoute dans la soirée les messages reçus de Londres, puis procède aux décodages après minuit. Prises d'une réelle angoisse, Andrée Gadat et ses amies les demoiselles Antoine passent la nuit dans le même lit pour se réconforter et prient longuement ensemble une bonne partie de la nuit.

Au matin du dimanche 27 août, vers 7 heures, le village est investi par les allemands et l'école encerclée. Andrée Gadat s'écrie : « *Un camion boche ! Les Boches cernent la maison !* ». C'est une équipe du SD accompagnée d'un fort détachement de SS.



Émetteur-récepteur camouflé dans une boîte d'épinards.
© Mémorial de Caen

Les soldats rassemblent tous les occupants dans la tenue où ils sont. Ils brutalisent les hommes et les passent à tabac et finissent par découvrir ce qu'ils cherchaient : une partie du matériel radio. Jean-Michel Rémy reconnaît rapidement être le chef de l'équipe. Il subit alors deux heures de supplice devant ses deux équipiers, eux-mêmes copieusement tabassés. Mis à nu, il reçoit des coups de pied, de poing, de crosse de fusil, de barre de fer en alternance avec le supplice de la baignoire. On le ranime, entre autre, avec une rasade de cognac qu'il recrache avec satisfaction sur *la gueule* (voir note 3) et l'uniforme de son tortionnaire.

La soldatesque procède à un simulacre d'exécution après avoir pillé toute la maison, linge, meubles, ustensiles, objets personnels, y compris les provisions de la cave, entasse de la paille et les tables d'écoliers et commence à y mettre le feu, avec les personnes arrêtées dedans. Un officier SS interrompt le simulacre, et décide d'emmener tout le monde au siège de la Gestapo locale à Baccarat. Les Allemands achèvent de mettre le feu en jetant des grenades incendiaires dans la Mairie-Ecole qui brûle entièrement ■

Claudette Thomann-Gadat, fille d'Andrée Gadat.

Deuxième partie dans le prochain numéro du *Courrier du Mémorial*.

² Noir signifie qu'elle émet tous les jours pairs, violet concernant les jours impairs. Le chef de chaque équipe portait comme pseudo le nom d'un peuple ou d'une peuplade (Philippin, Navajo, Iroquois, Apache, Viking... Corse dans le cas présent). Le BCRA est le Bureau Central de Renseignement et d'Action, un organisme de la France Libre de Londres.

Le GMA-Vosges est un produit de la Résistance alsacienne installée dans le sud-ouest qui s'est nommé Groupe Mobile Alsace (GMA) qui a créé lui-même trois organismes :

1/ Le GMA-sud donne naissance à la Brigade Alsace-Lorraine commandée par le colonel Berger (André Malraux) qui participe à la libération de la France.

2/ Le GMA-Suisse organise les Alsaciens réfugiés en Suisse, qui intégreront la première Armée française (De Lattre de Tassigny) pour libérer l'Alsace ;

3/ Le GMA-Vosges crée, en mai 1944, un maquis dans la forêt de la vallée de la Plaine, à l'ouest du Donon ; sa mission est de harceler l'occupant et, si possible, de prendre le contrôle des cols des Vosges du nord, de bloquer l'armée allemande en retraite, éventuellement de libérer le camp de concentration du Struthof.

³ Extrait du rapport de J-M Rémy à Londres, rédigé après son évasion le 1er septembre 1944.

sous l'annexion de fait, Alfred Duval, réfractaire à la germanisation de son patronyme

Lorsqu'à l'encontre de toutes les règles internationales, l'Allemagne nazie s'arrogea l'Alsace et la Moselle en 1940, l'une de ses premières préoccupations fut de les germaniser et d'y effacer toute trace de présence française. Un des aspects de cette germanisation forcée concerna les prénoms et les patronymes à consonance française. Selon le Gauleiter Wagner, en effet, « rien ne contribuait davantage à rappeler la France que l'usage quotidien d'un nom français ». À tous ceux dont les prénoms étaient intraduisibles, on recommanda de demander le changement, en signe de « profession de foi au germanisme ». On leur donna à entendre qu'il faudrait également germaniser leur patronyme français ou de consonance française. Et on activa généreusement la machine à propagande pour inciter le plus d'Alsaciens possible à demander leur changement de nom. On envoya des listes avec un choix de traductions adéquates d'après lesquelles les porteurs de noms français pourraient déterminer leur patronyme allemand. [...] Mais tous les appels, les exhortations, les ultimes délais et les menaces n'obtinrent pas le succès escompté. Il fallut donc recourir aux mesures légales pour imposer ce qui devait contribuer au bien-être de la population¹.

C'est ainsi qu'Alfred Duval (né en 1909), qui tenait un salon de coiffure, rue de la Kurvau à Strasbourg, fut invité à changer de patronyme, ce qu'il refusa obstinément de faire « J'étais convoqué plusieurs fois par les autorités nazies dans leurs bureaux sous différentes menaces et on m'a envoyé plusieurs lettres me demandant le changement de nom, mais à tout moment, j'ai refusé »². Cette attitude, comme il fallait s'y attendre, ne resta pas sans conséquences et lui valut, entre autres, une incorporation de force dans la police de réserve de Fribourg-en-Brisgau.

À travers différents documents, mis à disposition par sa fille Madame Binder Andrée, nous pouvons suivre la chronologie de ses tribulations.

¹ Kettenacker (Lothar) : La politique de nazification en Alsace (2^{ème} partie) pp.47-48, Saisons d'Alsace n°68 (Strasbourg, 1978).

² Extrait issu de la copie d'un courrier officiel datant d'après-guerre



Document 1, daté du 4 septembre 1941 : 1^{ère} injonction de changer de nom

« Par l'intermédiaire de la presse, il a été signalé clairement et à différentes reprises que les noms français ou à consonance française ne doivent plus être utilisés en Alsace. Je suppose que c'est par ignorance que vous n'avez encore fait aucune demande de changement de nom jusqu'à présent, aussi je joins un formulaire de demande à ce courrier que je vous prie de déposer, après l'avoir complété, au commissariat de police dont vous relevez ».

Si cela devait vous poser un quelconque problème, je vous prierais de m'en informer brièvement par écrit ou de passer personnellement à mon bureau, Burgtorstadt³ 8, salle 4. »

Mentions manuscrites : « Concerne votre enfant, Andrée et votre nom de famille ».

³ Burgtorstadt : actuel Quai Kellermann



Document 2, daté du 10 janvier 1942 : 2^{ème} injonction de changer de nom

« Dans la mesure où vous n'avez, jusqu'à présent, donné suite ni aux différentes injonctions officielles parues dans la presse ni à la demande qui vous a été adressée personnellement de changer :

- votre nom de famille

- le prénom de votre enfant

et que vous ne m'avez pas non plus fait part de vos éventuelles réserves, je vous somme, une nouvelle fois, de me retourner dans un délai de 10 jours, le formulaire ci-joint dûment complété, ou de le remettre à votre commissariat de police, ou de me faire part de vos objections. »



Document 3, daté du 10 janvier 1942 : notification de sanction

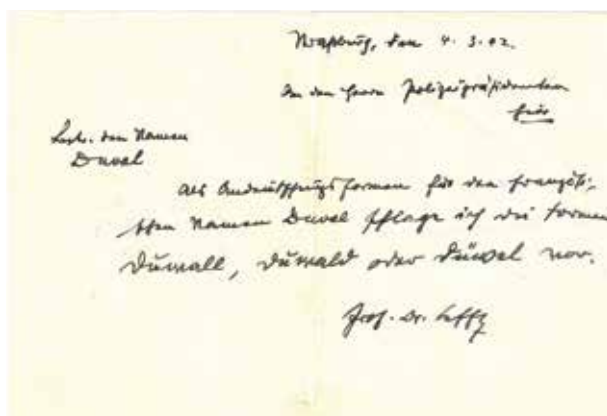
Monsieur Duval, persistant dans son refus de changer de patronyme, s'exposait à la sanction. La notification de cette sanction est datée du même jour que la mise en demeure ci-dessus.

Objet : Enrôlement dans la Police de réserve.

« Vous êtes considéré, avec effet immédiat, comme faisant partie de la Police de réserve et aurez à répondre à une prochaine convocation. Au cas où vous seriez convoqué par une autre instance (Wehrmacht, Service de sécurité ou d'entraide), vous devrez lui communiquer la présente notification.

Tout changement d'adresse ou d'emploi doit immédiatement m'être signalé par écrit. » Enrôlement forcé, donc, dans la Police de réserve⁴ (Alfred Duval estime s'en être tiré de cette façon grâce à l'intervention de son Ortsgruppenleiter, un camarade d'enfance, « cela est peut-être la cause que je ne suis pas allé avant à Schirmeck ou pire encore. »)

⁴ La Police de réserve est considérée comme étant une formation paramilitaire.



Document 4, daté du 04 mars 1942 : Traductions proposées pour le nom Duval

Document manuscrit signé par le « Professeur, Docteur Leffz », adressé au Président de la Police.

« Concerne le nom Duval Les formes germanisées que je propose pour le patronyme français Duval, sont Düwall, Düwald, ou Düwel. »⁵

⁵ Voir note².



Document 5, daté du 23 avril 1942 : autres pressions exercées

Le 23-04-42, une notification issue du « service annuaire » d'une imprimerie, enjoignit à Monsieur Duval de germaniser son nom afin de pouvoir le faire figurer dans l'annuaire téléphonique ainsi que dans divers autres documents à visée commerciale, publicitaire ou professionnelle.

« Si la germanisation de votre nom n'a pas encore été effectuée, ou si elle l'a été avant le 31-12-41, nous vous prions de vous adresser personnellement au Président de la Police, Moscheroschstaden⁶ 15, 3^{ème} étage, salle 19, afin de clarifier votre situation, puis de nous faire parvenir immédiatement la décision indispensable pour pouvoir figurer dans les différents registres et annuaires ».

⁶ Moscheroschstaden : actuel Quai Kléber.

Conclusion

En dépit de la sanction et des pressions subies, Monsieur Duval persévéra dans son refus de germaniser son nom. L'administration nazie passa outre ce refus et lui imposa la forme Düwald – « À la fin du compte, sans notre acceptation, on nous a imposé un nom d'office et à moi, on a donné le nom Düwald, mais [...] ma signature est restée la même, Alfred Duval, malgré la colère du S.S. Major de Freiburg/Br ». ⁷ Germanisation, donc, de son patronyme, et germanisation, également, du prénom de sa fille, ainsi qu'on le voit apparaître sur un certificat de vaccination de 1944.

Alfred Duval fut enrôlé dans la Police de réserve le 25/09/42. Le même jour, son salon de coiffure fut fermé, ce qui mit femme et enfant dans une situation difficile. Par la suite, il fut incorporé de force dans une unité de la Police combattante, en Croatie – « on m'avait tellement surveillé, et sous des menaces de prendre mon salon de coiffure [...] on m'a également menacé de faire du mal à ma femme et à mon enfant si je disparaissais, alors je me suis plié ». Il déserta en janvier 1945. En 1962, Alfred Duval obtint le titre de Réfractaire.

⁷ Voir note².



L'histoire du Scoutisme dans la Résistance est, plus de soixante dix ans après la libération de notre territoire, encore largement méconnue quand elle n'est pas déformée, voire instrumentalisée. Interdit en zone nord comme dans les territoires annexés par l'administration nazie, faisant l'objet d'attentions multiples de la part du « Gouvernement de l'Etat de fait » siégeant à Vichy, il souffre d'un double handicap : méconnaissance dans le grand public de sa diversité et de ses évolutions successives liées à celles de nos sociétés contemporaines et ignorance de nombreux aspects de ses orientations et actions au cours de la période 1939-1945. Comme il est difficile de distinguer apparences et réalités contrastées tant dans la vie sociale au grand jour que dans la clandestinité !

État du scoutisme en 1940

Fondé en 1907 par un général britannique, Robert Baden-Powell, le Scoutisme, du mot « scout » qui vient de l'ancien français « escoute » (écoute) va connaître en France un développement marqué par la diversité des religions et courants de pensée installés sur notre sol national. La transposition française du mot « scout » s'installe dès l'origine sous le terme d'« Éclaireur » et l'allemande sous celui de « Pfadfinder », celui qui « trouve le sentier ».

En France, les mouvements fondateurs sont d'inspiration laïque ou protestante. Nous sommes en 1911, six ans presque jour pour jour, après l'adoption de la « loi de séparation des Églises et de l'Etat ». Ces mouvements fondateurs vont tous adopter le terme d'« Éclaireur » (Éclaireurs de France, Éclaireurs Français, Éclaireurs Unionistes). Il en sera de même pour les filles avec la

SCOUTISME LAÏQUE ET RÉSISTANCE : L'authenticité alsacienne

fondation du premier mouvement de scoutisme féminin en France, la « Fédération Française des Éclaireuses » qui fédèrera trois « sections » : la « section unioniste » (1921), la « section israélite » (1928) et la « section neutre » (1921). Les catholiques choisiront le terme de « scout » pour les garçons (Scouts de France en 1920) et de « guides » pour les filles (Guides de France en 1923). Quant au pape Pie XI, il utilisera, le 23 avril 1922 à l'occasion de la « Saint Georges » (devenue « Jour anniversaire du Scoutisme » par la volonté de Baden-Powell), dans une adresse aux « Scouts italiens romains » le terme d'Éclaireurs.

L'éclaireur ou scout, non confessionnel ou confessionnel est donc celui (puis celle) qui apprend à écouter, à observer, à explorer, à découvrir de nouveaux chemins, des chemins de vie et d'engagements, tant personnels que de vie publique et sociale. Chaque mouvement développera son identité propre à partir de ces repères étymologiques et conceptuels. Le scoutisme non confessionnel, marqué dès ses origines par l'idéal républicain de « Liberté, Égalité, Fraternité » et attaché aux valeurs portées par le principe de Laïcité s'inscrit naturellement dans cette construction diversifiée.

Prenons également en considération, pour mémoire, deux événements qui éclairent la situation particulière du scoutisme en Alsace-Moselle. Le premier est la création, dès 1911, d'un groupe éclaireur du « Deutsche Pfadfinderbund » à Metz, faisant ainsi de ce groupe l'un des tout premiers du mouvement le plus ancien du scoutisme allemand¹. Le second est la fondation en 1935 d'un « Bund Elsässischer Pfadfinder » ayant son siège à Strasbourg dont l'histoire est largement méconnue. Rappelons enfin que la « Reichsschaft deutscher Pfadfinder » est interdite par les autorités nazies dès le 26 mai 1934.

Quand en 1939, la menace allemande se précise et que l'arrivée des autorités civiles et militaires du « Reich » devient une hypothèse réaliste, les « Éclaireurs de France » sont particulièrement sensibles à cette perspective. Ils rassemblent parmi leurs membres des enfants, adolescents et adultes en position de dirigeants locaux du Mouvement qui du fait de leur origine, de leur appartenance confessionnelle ou de leur orientation philosophique sont des cibles clairement désignées par la NSDAP et le gouvernement allemand. Ils pourraient être à l'époque

au nombre d'une cinquantaine, nombre modeste, mais plus que leur nombre, la diversité de leurs origines, y compris sociales, compte. Des familles de notables comme des familles modestes ont en effet inscrit leurs enfants dans ce mouvement ouvert à tous et faisant explicitement référence aux principes républicains.

C'est en particulier le cas de Francis Heilbronn, petit fils d'Achille Baumann, maire d'Illkirch-Graffenstaden de 1914 à 1937 qui s'était illustré en 1925 en faisant adopter par son conseil municipal le principe d'une école interconfessionnelle, ce qui avait déclenché à l'époque une « grève scolaire ». C'est aussi le cas de Raymond Kinder, né en 1918 et instituteur dans le Bas-Rhin en 1939 ou encore de Jacques Potaschmann qui a 15 ans en 1940.

La charte de L'Oradou

Avec l'évacuation les scouts alsaciens et mosellans sont dispersés (Lyon, Périgueux, Brive...). Comment s'adaptent-ils à cette nouvelle situation d'une séparation du territoire resté français en une zone occupée où le scoutisme est interdit et une zone « non occupée » où le scoutisme est l'objet de toutes les attentions. Le Maréchal Pétain et son gouvernement s'installent à Vichy. Il dispose dès l'été 1940 d'un « Secrétariat général à la jeunesse ». L'encadrement de la jeunesse est en effet un enjeu majeur pour le nouveau pouvoir.

Le commissariat général des Éclaireurs de France fait pourtant le choix comme d'autres mouvements de scoutisme de rejoindre Vichy, pour une raison qui, si elle reste ignorée, peut contribuer à entretenir un malentendu. L'épouse de Pierre François, (Elisabeth Riesler) dispose d'un petit hôtel dans cette ville : l'« Hôtel Sévigné ». Cet hôtel est réquisitionné pour installer les appartements du chef de l'Etat. Et c'est dans une annexe de l'hôtel Sévigné que cette équipe nationale va installer ses bureaux et les logements de ses membres. Et c'est aussi dans cette annexe que seront cachées des jeunes filles juives hébergées sous des faux noms par des commissaires des EDF, ce qui vaudra à deux d'entre eux, 70 ans plus tard d'être faits « Justes parmi les Nations » à titre posthume alors que leur présence à Vichy entre 1940 et 1944 en tant que cadres d'un « Mouvement scout » a suscité et peut aujourd'hui encore susciter des analyses et commentaires indiquant une réelle méconnaissance du sujet.

À l'été 1940, l'enjeu majeur pour les mouvements de scoutisme qui préexistaient à l'avènement du régime autoritaire que l'on qualifiera à la Libération de « Gouvernement de l'Etat de fait » est d'éviter l'instauration d'un « mouvement de jeunesse unique ». Une « fraction » du Secrétariat général à la Jeunesse défend cette option qui ne sera levée qu'en mars 1942 par le Maréchal Pétain lui-même.²

À l'été 1940, il convient de prendre ce risque au sérieux. Historiquement, et c'est encore le cas en juillet-août 1940, les relations entre Scouts de France pour qui le Scoutisme ne peut être que religieux et Éclaireurs de France sont difficiles. Pour les faire se rencontrer et parler ensemble, il n'existe depuis 1923 que deux simples organes de concertation destinés à représenter le scoutisme dans son ensemble au sein des instances internationales, l'un masculin, le « bureau interfédéral » (regroupant Scouts de France, Éclaireurs unionistes et Éclaireurs de France), l'autre féminin, le « comité de liaison » (regroupant Guides de France et Fédération Française des Éclaireuses).

Le contexte historique va modifier les visions des uns et des autres et conduire à deux rencontres inter-mouvements à l'issue desquelles naîtra la « Fédération du Scoutisme Français » fondée sur la « Charte de l'Oradou ». Le 5 août 1940 à Vichy les directions des différents mouvements se réunissent pour étudier les conditions d'un rapprochement des associations scoutistes sur la base de l'équivalence des formations de cadres et des pratiques pédagogiques, chaque association conservant sa ligne spirituelle. Et du 24 au 26 septembre 1940, un camp de chefs se déroule au château de l'Oradou près de Clermont-Ferrand. La « Charte de l'Oradou » définit les rapports entre les associations. Le dépôt des statuts de la fédération « Le Scoutisme Français » est effectué le 24 décembre 1940 à la sous-préfecture de La Palisse.

Que dit la « Charte » qui affirme en préliminaire que les différents mouvements sont « respectueux de leur diversité » ?

- « Ce qui unit tous les membres du Scoutisme français, tant masculin que féminin, c'est qu'ils sont les tenants d'un système d'éducation qui crée un certain type d'hommes et de femmes » ;

- Cette pédagogie a sur la nature de l'homme une vision d'un optimisme mesuré. Elle sait que l'homme n'est pas totalement bon et que l'on doit pour l'éduquer faire appel à sa collaboration active et à son sens inné de l'honneur. Elle vise avant tout le développement corporel et spirituel de ses membres au service du prochain et de la Patrie. Le Scoutisme est une École de Civisme qui veut former des citoyens actifs, joyeux et utiles... ;

- D'inspiration religieuse, le scoutisme, cependant, n'aboutit pas par lui-même à un credo déterminé mais il est conforme à son esprit puisqu'il encourage la recherche de la Vérité parmi ses membres et revêt un caractère confessionnel dans certaines associations.

Dès ce moment, chaque mouvement, tout en se dotant du moyen d'affirmer collectivement le socle commun à tous d'un « système d'éducation » va pouvoir affirmer son identité propre.

Scouts dans la Résistance

Chacun est face à son destin.

C'est ainsi que dès février 1941, dans un éditorial de la revue « Le Chef » organe des responsables, Pierre François, Commissaire National écrit : « Nous constituons un Mouvement de jeunes garçons et d'adolescents : notre but est la réforme et l'amélioration de l'homme au moment où il se façonne. On nous a reproché et on nous reprochera encore de nous désintéresser du sort de notre Pays, de nous défilier devant le meilleur et le plus urgent des services ». Et il poursuit : « Malgré le pathétique de ces appels et la gravité de la situation, nous avons toujours pensé que quand les choses allaient mal, il fallait s'en prendre aux hommes autant qu'aux institutions. Et comme nous étions qualifiés pour la première tâche et que nous n'avons pas d'aptitude pour la seconde, nous avons préféré rendre service à notre pays en restant attelés à notre métier ».

Et c'est ainsi que pragmatiquement, le Commissariat national des EDF va s'adapter aux contraintes qui lui sont imposées. Prenons deux exemples, l'un national, l'autre local :

- le national : Un membre de l'Équipe nationale Pierre Dejean choisit de s'installer à

Paris, siège des EDF jusqu'au mois de juin 1940 et de prendre la responsabilité du Mouvement interdit en « Zone nord » ; il va coordonner jusqu'à son arrestation en septembre 1943 pour faits de résistance dans le « Réseau Mithridate » et à sa déportation à Mauthausen où il sera exterminé.

- le local : six « Routiers EDF » du « Clan des brûleurs de loups », « élèves-maîtres » en Isère dans une de ces Écoles Normales d'Instituteurs fermées par Vichy parce qu'elles sont des « séminaires laïques » qui, depuis l'automne 1940, poursuivent leur scolarité au lycée Champollion. Parmi ces « six » du départ, qui deviendront l'ossature de la « section Porte du Maquis de l'Oisans » « André ³, un Alsacien qui a fui sa province pour ne pas être enrôlé dans l'armée allemande ». « Leurs conversations tournent autour de leur installation au lycée mais aussi et surtout de la situation de la France, l'occupation d'une partie du territoire. Ils jugent sévèrement le gouvernement de Vichy, son orientation vers la Collaboration ».⁴

« La première année scolaire se passe bien mais il faut attendre l'année suivante pour que l'évènement se produise. En octobre 1941, les Éclaireurs de France grenoblois reçoivent leur Commissaire national Pierre François qui engage très nettement les Éclaireurs à entrer en résistance. Cette fois, les dés sont jetés et nous allons agir ».

Au-delà des apparences et de rares évocations de la figure du Maréchal dans les revues des Éclaireurs de France, le positionnement et les choix des uns et des autres se précisent au gré des réflexions, des stages, des rencontres avec un représentant du Commissariat national et surtout, bien entendu en fonction des relations de confiance (ou pas) construites avant guerre ou pendant la période septembre 1939 - juin 1940. Le terme « triés sur le volet » relevé à l'instant est à ce titre éclairant.

Une « remise en marche » ordonnée, installant méthodiquement des zones d'ombre et une vie scoutie, soit en zone sud dans un apparent « grand jour », soit dans la clandestinité en zone nord sous des « chapeaux » divers : « Club alpin », « Croix-Rouge de la Jeunesse », « Camping Club », « Patronages municipaux ».

Pierre-Henri Debord

¹ Les autres groupes du « Deutsche Pfadfinderbund », mouvement fondateur du scoutisme allemand créé en 1911 sont ceux de Berlin, Hambourg, Francfort et Darmstadt.

² Le Maréchal Pétain met fin à « l'affaire de la jeunesse unique » par une déclaration devant la « Commission jeunesse du Conseil national » en mars 1942.

³ André est André Lichtle (Furet) désigné dans un récit de André Bertholet (Bison) sur la « Section porte et le Clan des Brûleurs de Loups ».

⁴ Citation de André Baroz (Canard) dans son discours de réception à l'Académie Delphinale « Ils avaient vingt ans en 1943 » - Bulletin mensuel de l'Académie Delphinale N°4 Avril 2003

À Lire...

Michel Winter : *La Toile, la pierre... Destins d'Expositions*



Face à face les pavillons soviétique et allemand à l'exposition universelle de 1937 à Paris. L'édification de ces deux pavillons occupe une place centrale dans le livre de M. Winter.

La trame de cet ouvrage est constituée d'une cascade d'expositions qui se tiennent entre 1937 et 1945. La première a lieu à Paris : il s'agit de « l'Exposition Internationale des Arts et des techniques dans la vie moderne » qui ouvre ses portes à partir du mois de mai 1937. Au mois de juillet de la même année, a

lieu à Munich, l'inauguration de la Maison de l'Art allemand, et un jour plus tard dans la même ville, les nazis ouvraient avec gourmandise « l'Exposition de l'art dégénéré », organisée par Joseph Goebbels, ministre de la propagande. La quatrième, beaucoup plus modeste, se tient à Brunstatt une bourgade du sud de l'Alsace, dans le cadre des festivités de la libération en septembre 1945 : elle permet à un petit artiste local de présenter une collection de tableaux réalisés clandestinement pendant la guerre et qu'il a nommée « Le salon des rêves ». D'autres expositions enfin, ont lieu pendant la guerre à Paris : certaines étant largement médiatisées, d'autres beaucoup plus discrètes.

Ces expositions permettent de croiser des personnages célèbres : Albert Speer, Pablo Picasso, Arno Breker, Dona Maar ou Vera Moukhina, Joseph Steib et Jeanne Bucher.

Cet ouvrage est-il un roman ? La fiction n'y tient qu'une place infime car ici l'Histoire se montre souvent assez généreuse pour se suffire à elle-même. Mais l'auteur ne prétend pas faire œuvre d'historien : il se contente de mettre en perspective des faits avérés, des destins d'hommes et de femmes, et de poser, modestement, le problème de la création artistique en des temps aussi troublés.

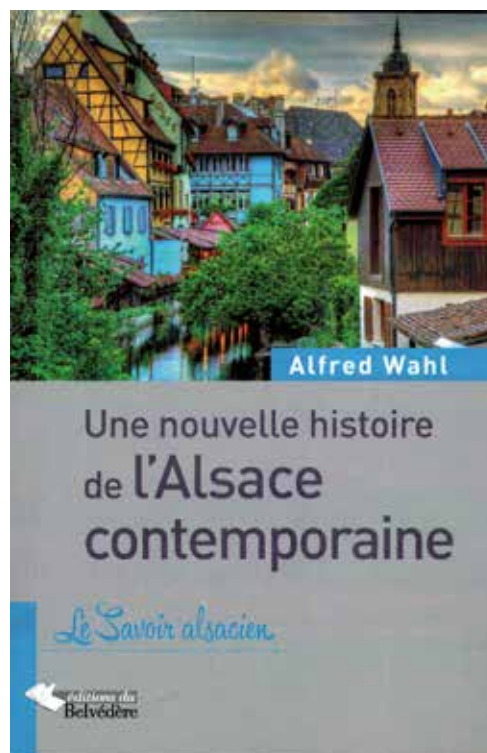
À paraître prochainement.

Alfred Wahl : *Une nouvelle histoire de l'Alsace contemporaine*

Ce petit livre propose une réécriture de quatre questions quasi emblématiques de l'Alsace contemporaine qui méritent un examen critique : la question de la « Protestation » entre 1871 et 1874, celle de l'option et de l'émigration des Alsaciens-Lorrains de 1871-1872, celle encore de l'orientation politique des électeurs tout au long du XIX^{ème} siècle (de 1789 à 1912) et celle, enfin, du conflit autour de l'école interconfessionnelle entre 1871 et 1936.

Le traitement de ces questions, essentiellement par des chroniqueurs locaux révèle des ignorances étonnantes, une absence évidente de la consultation de documents d'archives, il est vrai parfois pas encore accessibles, et surtout des interprétations tendancieuses et quasi partisans, sans compter les omissions et autres falsifications délibérées.

Même si aujourd'hui la recherche et les publications sur l'histoire de l'Alsace sont en passe d'évoluer dans le bon sens avec l'affirmation dans ce secteur d'historiens mieux formés aux dépens des chroniqueurs, il reste cependant bien des chantiers à revisiter.



Édition du Belvédère 2015

À visiter... à voir...

NUREMBERG : Le Site des Congrès du Parti Nazi

À Nuremberg, en 2008, subsiste encore des vestiges importants des bâtiments construits sur le site qui accueillait, entre 1933 et 1938, les congrès du Parti du III^{ème} Reich.

C'est là que le mouvement du N.S.D.A.P. célébra sa propre gloire, mise en scène grandiose, soutenue par l'euphorie des foules enthousiastes !

Lors de ces congrès, l'Allemagne et le monde entier assistaient à la démonstration de force d'un régime qui multipliait avec envie les défilés, les interminables parades et les manœuvres militaires. C'était là une façon de conditionner ouvertement les esprits à la guerre. C'est à l'architecte Albert Speer que l'on confia en 1934 la mission d'élaborer, sur une surface d'environ 11 km², un ensemble avec les lieux de rassemblement nécessaires à ces manifestations. Avec le début de la Seconde Guerre Mondiale le 1^{er} septembre 1939, les chantiers de cette dite « Ville Temple du Mouvement Nazi » ont été en grande partie stoppés.

Nuremberg a payé un prix élevé pour avoir eu le douteux privilège d'être « Ville des Congrès du III^{ème} Reich » elle a été rasée par quarante quatre bombardements aériens. Nulle part ailleurs en Allemagne on ne peut voir des restes de l'architecture d'une telle ampleur.

Contrairement aux nombreux mémoriaux qui rappellent aux visiteurs la terreur nazie et ses victimes dans les camps de concentration, prisons et autres sites analogues, il ne s'agit pas ici d'un lieu d'horreur. Pourtant, il a un lien évident avec ces sites : la redoutable graine semée à Nuremberg qui finit par germer ailleurs.

Dans l'ancien bâtiment inachevé ou Palais des Congrès, qui aurait pu abriter jusqu'à 50 000 personnes, se trouve, dans l'aile Nord, le Centre de Documentation du « Reichsparteitagsgelände » (qui signifie le « terrain des



Le Congrès du N.S.D.A.P. à Nuremberg en 1933

Chaque année le Congrès du parti nazi à Nuremberg est un extraordinaire exemple de la mobilisation des masses par la mise en scène de la communion collective et l'encadrement physique et mental de l'individu.

C'est ici que, lors du Congrès de 1935, sont élaborées les lois dites de Nuremberg qui enlevaient aux Juifs tous leurs droits civiques et interdisaient les mariages entre Juifs et Allemands.

congrès du Parti National Socialiste »). Son objectif est d'informer sur l'histoire des congrès du N.S.D.A.P., sur les rituels d'endoctrinement ainsi que sur la propagande nazie, et d'ouvrir des fenêtres sur l'histoire du III^{ème} Reich.

Jean-Michel Roth

AFMD 67

À voir absolument !!! Renseignements sur :
www.museen.nuernberg.de

Court métrage : Récit d'un évadé

Je souhaiterais vous faire partager « KG, récit d'un évadé », un court-métrage documentaire réalisé sur l'évasion de mon grand-père, Jean Guillermo, prisonnier de guerre à 26 ans dans un kommando du stalag VC en Allemagne en 1941. Ce film démontre concrètement qu'une chaîne humaine, spontanée et solidaire dans l'Alsace, la Lorraine, la Champagne-Ardenne de 1941 a permis la survie d'un homme.

Mettant en scène de nombreuses archives (photos, films), ce document illustre mot pour mot son rapport d'évasion. Cette histoire, vraie, est une aventure humaine. Celle d'une quête de la liberté, pleine d'espoir et d'émotion, dont l'issue est le fruit de femmes et d'hommes de bonne volonté et de la détermination d'un homme.

Au service du devoir de mémoire, ce film est un objet pédagogique pour tout public.

Voir « KG, récit d'un évadé »

Communiqué par Mathieu Guillermo : matthieuguillermo@free.fr

Les morceaux choisis d'Edmond FISCHER

Résister

Emprisonnée pour sa foi huguenote dans la tour de Constance, à Aigues Mortes, Marie Durand avait gravé dans la pierre de sa cellule le mot *Résister* ; résister aux sollicitations pressantes, résister à la libération promise à la repentie ; s'appuyer sur ce verbe pour durcir son caractère, renforcer ses convictions, accompagner ses psaumes.

Résister contre l'injustice, résister à l'abattement lorsque le malheur vous poigne,

Sans une foi solide, la résistance n'est qu'une obsession puérile.

Sans espérance, la résistance n'a plus de but.

Sans amour, la résistance perd sa chaleur.

La foi, l'espérance et l'amour.

L'amour de la patrie est le moteur puissant de la résistance lorsque les malheurs l'ont abattue, lorsqu'un vainqueur lui dicte sa loi.

C'est la France de 1940, occupée par l'armée allemande ou soumise au vieillard, inconscient artisan de sa chute.

Mais, pire encore, la brutale annexion de nos trois départements de l'est ; l'Alsace et la Moselle prises en main par l'appareil nazi pour la honte du signataire de l'armistice. Il y eut des résistants individuels, vite éliminés, il y eut des centaines de jeunes qui résistèrent en fuyant. Mais il y eut un organisateur étonnant qui, avec son adjoint, mit sur pied tout un programme de résistance couvrant la France entière en plus de l'Alsace.

En contrepoint de cet émule de l'Action française, le communiste Mario entraîna un gros millier de résistants très efficaces en Moselle. L'amour de la patrie n'est l'apanage d'aucun parti politique, l'espoir du relèvement encore moins.

Il est bien étonnant que ce soit un historien bordelais qui prétende écrire sur les faits de ces provinces lointaines ; il y est venu progressivement, intéressé par l'aventure de la Brigade Alsace-Lorraine d'André Malraux et il se prit d'amitié pour le défunt aumônier catholique de cette unité au point de lui consacrer un bel ouvrage. Mais il veut aller plus loin, saisir la globalité de la résistance alsacienne, qui n'a été abordée que par quelques thuriféraires et très discrètement par les acteurs ou leurs fils.

Il n'y a pas de moment privilégié pour écrire l'Histoire, chaque fois que sa science avance, c'est un gain. Merci donc à Daniel Froville de cette nécessaire initiative.

Edmond Fischer, *ancien résistant et maquisard ; ancien de la Brigade Alsace-Lorraine*, janvier 2013



Annoncé par E. Fischer dès 2013.

Le livre de Daniel Froville paraîtra en novembre 2016 sous le titre : *La Brigade Alsace-Lorraine, les hommes du NON du colonel Malraux* éditions Do-Bentzinger, Colmar.

Directeur de la publication : Marcel Spisser

Coordination : Jean-Paul Gully, Monique Klipfel, Claude Morant

Rédaction : Régis Baty, Pierre-Henri Debord, Edmond Fischer, Marie Goerg-Lieby, Eric Le Normand, Jean-Pierre Rioux, Jean-Michel Roth, Sébastien Soster, Marcel Spisser, Claudette Thomann-Gadat, Jean-Pierre Verdier, Madelaine Zimmermann-Munsch

Réalisation : CANDID2

Impression : Gyss / Photos : D.R. / Dépôt légal : novembre 2016

© Tous droits de reproduction réservés.

AMAM

Président Marcel SPISSER

Secrétaire Jean-Paul GULLY

Trésorier Claude MORANT

Tél. 06 86 89 43 57 / j-p.gully@orange.fr

L'AMAM est soutenue par :



Les blasons des communes qui soutiennent l'AMAM figurent dans le numéro du mois de mars.

Appel à adhésion

L'Association des Amis du Mémorial de l'Alsace Moselle (AMAM) a besoin du plus grand nombre, élus, anciens combattants ou témoins, artistes, universitaires, enseignants, acteurs économiques, simples citoyens, pour donner au Mémorial son assise populaire, pour le promouvoir et en faire un lieu de Mémoire régionale, d'histoire générale, de sens et de pédagogie.

Adhère à l'AMAM en photocopiant (si possible) le bulletin ci-dessous et en l'envoyant à : Jean-Paul Gully / 4 rue Virgile / 67200 Strasbourg / j-p.gully@orange.fr

NOM..... PRÉNOM.....

ASSOCIATION ou COMMUNE

ADRESSE.....

CP..... VILLE

TÉL. EMAIL.....

Adhère à l'AMAM et vous envoie la cotisation de €

à le signature

Cotisations : 25€ pour les personnes physiques
20€ pour les établissements scolaires
30€ pour les associations de moins de 200 membres et les communes de moins de 600 habitants
60€ pour les associations de plus de 200 membres et les communes de 601 à 1000 habitants
100€ pour les communes et les communautés de communes de 1001 à 5000 habitants
200€ pour les communes et les communautés de communes de 5001 à 10000 habitants
300€ pour les communes et les communautés de communes de plus de 10000 habitants